

LE
DANGER ALLEMAND

PAR

Le « leader » socialiste anglais

ROBERT BLATCHFORD

DEUXIÈME ÉDITION

Prix : 0 fr. 50

Librairie académique PERRIN et C^{ie}.

Hommage du Traducteur

LE DANGER ALLEMAND

Copyright by Perrin and Co 1910.

T 4 F 26

LE

DANGER ALLEMAND

PAR



Le « leader » socialiste anglais

ROBERT BLATCHFORD

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1910

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

LETTRE DE L'AUTEUR AU TRADUCTEUR

London, 18 février 1910.
The Clarion, 44, Worship-Street

Cher M...,

Je serai très heureux de vous voir publier une traduction française de ma brochure¹.

Je suis fâché de savoir qu'un certain nombre de vos concitoyens sont aussi difficiles à convaincre que la majorité des nôtres; il n'y a, hélas, que trop peu de doute que le danger de l'ambition allemande ne soit très réel et pour la France et pour l'Angleterre.

Je n'éprouve pour le peuple germanique que les sentiments les plus amicaux; mais je sens qu'il est de mon devoir de mettre mes concitoyens en garde contre les desseins du gouvernement

1. Cette brochure est la réunion des articles parus dans le *Daily Mail*, en décembre 1909, à la veille des dernières élections générales en Angleterre.

allemand. J'espère aussi que vous parviendrez à éveiller l'attention publique en France.

L'admiration et le respect des Anglais pour la France est profond et sincère. Ce serait une calamité pour l'Europe si la France et l'Angleterre étaient paralysées ou diminuées dans le concert européen.

Toute atteinte à la paix, à la prospérité ou au prestige de la France atteindrait en même temps toutes les nations de l'Ouest et arrêterait le progrès de la civilisation. J'espère pieusement que cette guerre pourra être évitée. J'espère que si la guerre nous est imposée, nos brillants et braves voisins français se trouveront à nos côtés pour la défense des droits des deux nations.

Votre sincèrement,

R. BLATCHFORD.

Préface du DAILY MAIL à ses lecteurs, en tête des premiers articles de Robert Blatchford.

L'auteur de ces articles est le « leader » le plus connu des socialistes anglais et l'un des fondateurs du mouvement socialiste moderne dans la Grande-Bretagne. Il a publié sous le nom de guerre de « Nunquam » *Merry England, l'Angleterre joyeuse*, dont un million et demi d'exemplaires ont été vendus. Il est l'éditeur du *Clarion*, qu'on peut considérer comme le plus influent des organes socialistes. — Il possède d'ailleurs une maîtrise de style, dont la vigueur et la clarté n'ont été surpassées par aucun écrivain anglais depuis l'époque de Cobbet.

LE DANGER ALLEMAND

LA MENACE

J'écris ces articles parce que je crois que l'Allemagne se prépare délibérément à détruire l'Empire Britannique, et parce que je sais que nous ne sommes ni préparés, ni capables de nous défendre contre une soudaine et formidable attaque. Le sentiment du devoir me force à parler et aussi la conviction que la destruction de l'Empire Britannique serait un malheur pour l'Europe, et porterait un coup fatal à la civilisation générale.

Je prends cette décision contre mon propre intérêt et contre le sentiment de la plupart de mes amis politiques et de beaucoup de mes amis personnels.

J'écris dans le *Daily Mail*, avec l'espoir d'arracher le public à sa fatale torpeur et au com-

plaisant optimisme qui l'aveugle en face du plus grand péril que la nation ait jamais eu devant elle. Actuellement tout le pays est en fermentation au sujet du budget, au sujet des pairs et des élections ; il semble que poursuivre de telles chimères politiques soit pure et criminelle folie à l'heure où l'existence même de l'Empire se trouve menacée par une nation aussi brave, aussi puissante et tenace que l'Allemagne.

Le public ne perçoit pas la gravité de la menace germanique.

Des avertissements sérieux lui ont été donnés publiquement par M. Asquith, M. Balfour, Sir Edward Grey, Lord Lansdowne, Lord Cromer et Lord Roberts.

Mais ces avertissements n'ont été ni suffisamment répétés, ni suffisamment explicites pour être compris par le public.

Ils ont été oubliés dans l'excitation nationale au sujet de l'affaire Steinheil, des matches de football, et dans la terrible lutte afin de savoir si les lords auront à payer un impôt d'un demi-penny, ou s'ils s'en déchargeront sur leurs voisins.

L'Empire est en danger mais le peuple ne le croit pas. Nos concitoyens ont appris à regarder la menace d'invasion germanique comme un épouvantail insensé et ils sont convaincus que la marine les protégera pendant qu'ils gagnent leur argent et prennent leurs aises.

Mais le péril d'invasion n'est ni le seul ni le plus grave dont nous soyons menacés. Il est un

danger plus grand et plus proche duquel la marine, quelque puissante et brave qu'elle soit, ne peut nous garantir.

Mais quels motifs les Allemands peuvent-ils avoir pour nous attaquer ? et comment pourraient-ils le faire autrement que par mer ?

Examinons ces deux questions :

Quel motif les Allemands peuvent-ils avoir pour nous attaquer ?

Quels motifs eurent-ils pour attaquer le Danemark en 1864 ? Quels motifs pour attaquer l'Autriche en 1866 ? Quels motifs en 1870 pour attaquer la France ?

L'Allemagne se prépare à nous attaquer parce que nous barrons la route à son ambition.

L'ambition des pangermanistes qui forment le parti de la Guerre et qui sont les maîtres de l'Allemagne n'est pas chose nouvelle dans l'histoire du monde ; c'est une fort vieille chose, aussi vieille qu'elle est néfaste, — car l'ambition pangermaniste c'est l'ambition de posséder l'empire du monde, l'ambition de dominer et d'exploiter le monde, c'est une vieille convoitise, convoitise de pouvoir, convoitise de gloire.

Domination mondiale ! Conquête ! Cè fut le rêve de Babylone, de la Perse, de la Grèce, de Rome, de l'Espagne, de la France et de la Russie. C'est le rôle de l'Allemagne aujourd'hui.

Quels motifs l'Allemagne peut-elle avoir pour attaquer la Grande-Bretagne ? Tout Allemand pourrait le dire s'il le voulait ; tout homme public

en Danemark, en France, en Italie, en Russie, pourrait aussi répondre à cette question.

Des orateurs et des écrivains Allemands nous ont dit maintes et maintes fois pourquoi l'Allemagne devrait nous attaquer et pourquoi elle nous attaquera.

Un motif? Qu'est-ce donc qui a causé la plupart des grandes guerres de l'histoire? Ambition et convoitise. Convoitise de richesse, de gloire, de puissance.

Pourquoi l'Allemagne attaquerait-elle la Grande-Bretagne? La population de l'Allemagne s'accroît rapidement. L'Allemagne a besoin de colonies. L'Angleterre a pris toutes les colonies qui en valaient la peine. L'Angleterre tient l'Inde, l'Australie, le Canada, la nouvelle Zélande, l'Égypte et toutes les parties les plus désirables de l'Afrique.

L'Allemagne a soif de commerce, et d'influence dans les mers extérieures. La Grande-Bretagne tient les forteresses, les stations de charbon à travers tout le globe, Gibraltar, Malte, Chypre, les Indes Occidentales et autres.

Un coup d'œil sur la carte montre la sortie de la mer du Nord menacée par Douvres, la Méditerranée menacée par Gibraltar.

L'Allemagne éprouve douloureusement le besoin de ports plus nombreux et d'un littoral maritime plus étendu. La possession de la Belgique et de la Hollande serait inestimable pour elle. L'intégrité de la Belgique et de la Hollande est garantie par la Grande-Bretagne et par la France. Combien de

guerres la Russie a-t-elle risquées dans ses efforts pour gagner l'accès de la mer?

L'Allemagne et l'Angleterre sont d'implacables rivales commerciales. Combien de guerres ont été causées par les rivalités commerciales? Il y a un an la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* se glorifiant de la croissance du commerce germanique concluait par les paroles significatives suivantes :

« L'Allemagne gagne tous les jours du terrain et cerne de plus en plus les autres nations. Et le résultat naturel de la compétition commerciale est l'antagonisme politique. »

La *National defence Magazine* d'octobre cite l'extrait d'un article qui parut dans le *Standard* en juillet 1907. Le passage suivant vaut d'être cité :

« La politique germanique, écrit le conseiller d'État Martin, ne vise pas à incorporer dès maintenant les provinces de la Baltique russe et de la Pologne russe à l'Empire germanique. Elle ne cherche pas davantage à resserrer les relations de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie, la politique germanique n'a pas pour but d'établir le protectorat allemand sur la Turquie d'Europe et d'Asie, elle ne vise pas à l'incorporation de la Belgique et de la Hollande à la confédération de l'Empire. Néanmoins tous ces changements auront lieu de notre temps, dans vingt ou trente ans, et personne en Allemagne ne pourra enrayer l'inévitable marche des événements. — L'Allemagne accomplira sa destinée, même inconsciemment. L'An-

gleterre a compris que l'Allemagne sera poussée par les événements à s'étendre ainsi. Elle s'est aperçue des progrès que les Allemands font maintenant déjà vers la suprématie mondiale politique et commerciale et elle a adopté délibérément le système d'entraver l'expansion allemande sur tous les points possibles. L'Allemagne, déclare l'auteur, n'attendra pas d'être attaquée, elle n'attendra pas non plus que la coalition anti-allemande soit en position meilleure pour lui dicter des conditions, elle attaquera au premier indice lui montrant ses intérêts ou son honneur menacés ».

L'Allemagne frappera au premier signe de danger. Elle regarde la domination du monde comme sa destinée, et elle est prête à « attaquer » pour la conquérir. Elle possède une armée de quatre millions d'hommes et une flotte qui n'est inférieure qu'à la nôtre ; elle « attaquera » avec son armée et avec sa flotte.

La Grande-Bretagne est à ses yeux la dernière barrière, qui l'arrête dans la réalisation de sa destinée.

Pourquoi l'Allemagne attaquerait-elle l'Angleterre ? Parce que l'Allemagne et l'Angleterre sont rivales commercialement et politiquement, parce que l'Allemagne convoite le commerce, les colonies, l'influence et l'empire que la Grande-Bretagne possède actuellement, parce que l'Allemagne ayant défait la France, s'étant réconciliée avec l'Autriche, et n'ayant plus à craindre la Russie

avant quelques années, sent que la Grande-Bretagne est son seul adversaire dangereux.

Finalement, et je tiens à le dire avec force : l'Allemagne nous attaquera parce qu'elle se sait forte, parce qu'elle croit l'Angleterre, sa riche et influente rivale, devenue grasse et impotente, parce qu'elle la regarde comme la victime désignée d'une attaque bien combinée, résolue et forte.

La politique de l'Allemagne est la politique de Bismarck, politique de conquête voulue, impitoyable, avec, pour but, la domination du monde. La politique traditionnelle de l'Angleterre est l'extension de l'Empire et le maintien de l'équilibre européen.

Il est contraire au bien général qu'aucune puissance domine l'Europe. Il ne serait pas bon que l'Angleterre, ou la France, ou l'Italie ou la Russie dominassent en Europe, il ne serait pas bon que l'Allemagne dominât l'Europe. Il est désirable que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande soient libres, fortes et indépendantes.

Il est désirable que ces nations conservent leur intégrité et qu'elles restent libres de réaliser le génie individuel de leur peuple.

Mais les pangermanistes dans la poursuite d'une ambition tout à fait illégitime menacent l'honneur et la liberté des Anglais et des Français, des Danois et des Hollandais.

Pour eux toute l'Europe doit être teutonisée. Nous devons être exercés, entraînés, égalisés et

imposés par des fonctionnaires prussiens et l'empereur Guillaume doit nous gouverner avec une verge de fer.

Ceci est le rêve pangermanique ; c'est l'ambition qui pousse l'Allemagne à une guerre d'agression contre la Grande-Bretagne.

Mais le peuple anglais ne le croit pas, le peuple anglais s'intéresse peu aux affaires étrangères et encore moins aux choses militaires.

Les Anglais ne veulent pas se tourmenter, ne veulent pas se battre, ne veulent pas payer. — Ils considèrent comme des imposteurs ou comme des fléaux ceux qui essayent de les avertir du danger qu'ils courent. — Le péril est très grand et très proche. Il est en ce moment plus grand et plus proche que lorsque je commençais, il y a plus de cinq ans, à en avertir le pays. Le public refuse d'y croire ; eh bien ! examinons les preuves évidentes de ce danger.

II

PREUVES DE L'HOSTILITÉ ALLEMANDE

La fameuse déclaration de Bismarck que les destinées de l'Allemagne devaient être édifiées non par des paroles et par des votes, mais *par le fer et par le sang* est l'âme de la politique pangermanique. Que ceux qui, crédules, prêtent à l'Allemagne une nature « d'agneau » méditent cette effroyable parole en regard des faits historiques suivants :

En 1862 Bismarck devient premier ministre de Prusse. Immédiatement il impose au Reichstag un plan de réorganisation de l'armée. Moltke et Von Roon réorganisèrent l'armée. En 1864, la Prusse attaque le Danemark et s'annexe le Schleswig-Holstein ; ceci donne Kiel à la Prusse. En 1866, la Prusse attaque et défait l'Autriche écrasant les Autrichiens en six semaines, elle s'annexe le Hanovre, la Hesse, le Nassau. En

1870 Bismarck fausse la dépêche d'Ems ; la Prusse combat la France, la défait et s'annexe l'Alsace-Lorraine. Les Français payèrent aussi une indemnité de guerre de deux cent millions de livres. Le résultat de cette guerre fut la formation de l'Empire germanique et la création de l'armée la plus nombreuse et la plus scientifique de l'Europe. Tel fut le résultat de la politique de *sang et de fer*.

Y a-t-il quelque raison de supposer que la nation qui attaqua ainsi le Danemark, l'Autriche, la France, hésiterait à nous attaquer nous, si elle se sentait poussée par son intérêt et sûre de la victoire ? — L'Allemagne est-elle devenue sous Guillaume II plus « doux agneau » que n'était la Prusse sous Bismarck ?

Il y a eu le télégramme de Krüger. Était-ce ou non un acte d'hostilité envers la Grande-Bretagne ? Il y eut peu après le discours significatif de l'Empereur disant :

« Le Trident doit être dans notre poing. »

Puis survint la furieuse explosion d'anglophobie pendant la guerre Boër. De nouveau l'empereur exprima le sentiment général en disant :

« Nous sentons douloureusement le besoin d'une forte marine allemande... Si les demandes de crédits plus grands n'avaient pas toujours été refusées dans les premières années de mon règne... combien différemment nous serions en état d'appuyer aujourd'hui notre commerce florissant et nos intérêts d'outre-mer. »

Alors survint le projet de loi maritime allemand qui jeta les bases de la puissance navale germanique. Le préambule du projet de loi était tout à fait suggestif, moins cependant que cette phrase de l'empereur télégraphiant à son frère : « Je n'aurai de repos qu'après avoir mis la marine allemande au niveau de l'armée allemande actuelle » c'est-à-dire au premier rang, à celui qui réduirait la Grande-Bretagne au rang de puissance de 3^e ordre.

Mais les discours de l'Empereur étaient doux et pacifiques en comparaison des discours des hommes d'Etat allemands, des généraux, des amiraux et des professeurs. Voici un extrait d'article du grand historien allemand, le professeur Treitschke :

« Si notre Empire a le courage de suivre avec tenacité une politique coloniale indépendante, le choc de nos intérêts avec ceux de l'Angleterre est inévitable. Il était logique et naturel que la nouvelle grande puissance de l'Europe centrale eût à régler ses affaires avec toutes les grandes puissances. Nous avons réglé nos comptes avec l'Autriche-Hongrie, avec la France et avec la Russie — le dernier règlement de comptes avec la Grande-Bretagne sera probablement le plus long et le plus difficile. »

Un an après les débuts de la guerre Boër, Von der Goltz écrivait dans la *Deutsche Rundschau* :

« Les bases matérielles de notre puissance sont assez larges pour justifier la pensée d'une lutte

heureuse contre la suprématie britannique. L'Allemagne devra faire face à cette lutte, si elle a lieu. — Elle ne doit pas perdre de temps pour faire ses préparatifs. »

Dans combien de romans, de discours, d'articles et de pamphlets, les Allemands — militaires ou civils — n'ont-ils pas exprimé le but, l'espoir national, de détruire l'empire et la suprématie maritime britannique ?

Leur nom est légion.

L'enthousiasme général pour le comte Zeppelin provient surtout de l'espoir que les dirigeables de guerre allemands seront en état de détruire la flotte britannique qui laisserait ainsi l'Angleterre désarmée devant une forte et irrésistible invasion germanique. Dès qu'un Allemand réussit à effectuer un vol de cent milles dans n'importe quel dirigeable, les artistes, les écrivains du « Vaterland » sont occupés, par l'image et par la plume, à représenter des flottes aériennes allemandes faisant pleuvoir la destruction sur les escadres britanniques.

L'Allemagne est-elle donc pacifiste, est-elle bien la colombe que croient les libéraux et les travaillistes anglais ?

Que penser de l'humiliation de la France pendant les difficultés marocaines lorsque l'Allemagne menaçait de passer la frontière si M. Delcassé n'était contraint de quitter le pouvoir ? Que penser de l'humiliation de la Russie par l'Allemagne, dans les récentes querelles des Balkans ? C'est

la politique « de fer et de sang » — ou, pour employer une expression plus moderne, la politique du « poing ganté de fer. »

La Ligue maritime allemande a été fondée en même temps que fut votée la loi constitutive de la marine allemande. — Voici ce que dit de cette organisation la *Quarterly Review* :

« Le « *Flottenverein* » allemand ou Ligue maritime, se glorifie de son million de membres payants ; elle forme la plus nombreuse organisation de son espèce, la plus imprégnée de sentiment patriotique qui ait jamais existé en aucun pays. Elle recrute ses adhérents dans toutes les régions de l'Empire. Elle est nombreuse dans les villes de l'Allemagne du sud comme Munich, et dans les ports du Nord. Elle est remplie du sentiment pangermanique et naturellement saturée de sentiment anti-anglais. Le but avoué de cette organisation est l'éventuelle conquête de la suprématie navale ; l'accomplissement de ce but signifierait bien entendu, la destruction de l'Empire britannique. »

Dans une publication du *Daily Mail* intitulée « Nos Cousins », je lis :

« Ce fut une complète imitation de la Ligue maritime britannique, mais avec cette différence que la Ligue maritime jouit, dès le début, du patronage de tous les personnages impériaux : le prince Henri de Prusse devint son protecteur, et les principaux membres de l'aristocratie allemande s'enrôlèrent dans ses rangs. Elle s'accrut avec

une merveilleuse rapidité au point de compter aujourd'hui un million d'adhérents, d'avoir pour son journal *La Flotte* un demi-million d'abonnés et de voir ses cartes et ses publications répandues à travers toute l'Allemagne, dans les boutiques des coiffeurs, dans les hôtels, dans les gares de chemins de fer. Elle entretient une armée de conférenciers et donne des représentations cinématographiques partout ; tandis que la Ligue maritime britannique n'a qu'un revenu de 3.500 livres, celui de la Ligue maritime allemande dépasse 50.000 livres. Depuis plus de dix ans elle a mené à travers toute l'Allemagne une campagne éducative en faveur d'une toute-puissante flotte, et aujourd'hui son but est pratiquement atteint. »

Un million de membres, l'appui impérial et celui de toute l'aristocratie pour une organisation qui est pangermanique et anti-anglaise !

Qui donc a oublié les agissements de l'Empereur après la guerre japonaise contre la Chine, lorsque la France, la Russie et l'Allemagne firent passer Port-Arthur aux mains de la Russie, et que dire de la petite tentative de nos cousins allemands pour soulever une coalition de l'Allemagne, de la France et de la Russie contre nous ? Et ce toast porté tous les soirs sur chaque navire de guerre allemand « Au jour ! », un toast amical et pacifique porté au jour où la flotte allemande battra la flotte anglaise dans la mer du Nord. Comment notre parti de la paix goûte-t-il ce toast ?

Il y a trois ans les Anglais firent des propositions en vue de la restriction des armements maritimes. C'était à l'époque de la conférence de la Haye ; l'Allemagne refusa de prendre en considération de telles propositions.

Et lorsque les Anglais essayèrent de faire dans ce but quelques suggestions à l'Allemagne, leur offre fut rejetée avec dédain.

Cependant le Gouvernement libéral répugnait à accepter la situation. Il refusait de croire aux affirmations concernant l'ampleur et la rapidité de l'accroissement naval allemand ; il arrêta la construction des Dreadnoughts anglais ; puis il découvrit que l'Allemagne avait secrètement précipité ses préparatifs navals dans l'espoir de gagner une marche sur nous.

Tout ceci rappelé comme preuve historique de l'hostilité allemande contre nous. Maintenant tirons-en les preuves de nos propres actes.

Le préambule de l'acte maritime allemand attache une importance capitale au fait que les flottes britanniques sont forcément disséminées dans le monde entier, en temps de paix comme en temps de guerre, tandis que la flotte allemande peut être concentrée dans la mer du Nord.

Fort bien ; nous faisons alors revenir nos flottes des stations de Chine et de la Méditerranée. Et nous concentrons au fur et à mesure nos forces navales dans les eaux anglaises. Notre base stratégique navale est aujourd'hui dans la mer du Nord. Lorsque j'ai commencé à écrire il y a cinq

ans sur le danger allemand, nous n'avions point de flotte dans la mer du Nord. Rapprochez la déclaration allemande « que la flotte anglaise devait rester *éparpillée* et la flotte allemande concentrée dans la mer du Nord », du fait actuel que nos forces navales sont aujourd'hui *concentrées* dans cette même mer du Nord, et tirez la conclusion.

Il y a cinq ans nos fonctionnaires de la marine déclaraient que la base navale de Rosyth était inutile. Aujourd'hui cette base est en voie de construction hâtive. Pourquoi ?

Le roi et ses conseillers ont fait tous leurs efforts pour établir des « ententes » avec la Russie et l'Autriche et ils ont conclu une « entente » avec la France et une alliance avec le Japon. Pourquoi ? Pour isoler l'Allemagne, la nation avec laquelle nous sommes en termes tellement cordiaux ; le pays dont les intentions à notre égard sont tellement fraternelles et pacifiques !

Ainsi que je l'ai dit, lord Roberts, M. Asquith, M. Balfour et Sir Edward Grey ont prononcé des discours dans lesquels ils ont signalé le danger imminent. Quel est ce danger ? Nous ne sommes pas en danger d'être attaqués par la Russie, ni par la France, ni par l'Italie, ni par l'Amérique.

Par qui sommes-nous donc si sérieusement menacés, sinon par l'Allemagne ?

Les faits que nous connaissons personnellement sont pour beaucoup d'entre nous une cause d'inquiétude suffisante quant aux intentions de l'Allemagne.

Les ministres et ex-ministres du roi, doivent par la nature même des choses avoir des renseignements qui nous manquent ; ils sont anxieux et avertissent le pays du péril imminent qui le menace. Devons-nous croire qu'ils se trompent ? N'est-il pas plus raisonnable de penser que les conseillers politiques navals et militaires du roi sont mieux informés que les membres du parti ouvrier et que M. Winston Churchill ?

Fort bien, étudions maintenant l'évidence des faits.

III

L'ÉVIDENCE DES FAITS

La preuve la plus forte des desseins de l'Allemagne contre l'Angleterre consiste dans la marine allemande. Aucune preuve ne peut être plus forte de la volonté d'une nation de faire la guerre que ses préparatifs en grand, fiévreux et coordonnés.

Les préparatifs allemands actuels sont d'ordre naval. Contre qui peuvent-ils être dirigés, si ce n'est contre nous? Manifestement ils ne sont dirigés ni contre la Russie, ni contre la France, ni contre l'Amérique. L'ampleur de ces préparatifs indique la prévision d'une lutte contre une flotte plus puissante que celle de la Russie ou de la France.

Le mode de construction des navires allemands ne permet pas leur emploi dans les mers lointaines, contre le Japon, par exemple, ou les États-Unis. Nous sommes prévenus par des centaines

de livres, de journaux, de pamphlets, de discours que la marine allemande se propose d'arracher à la Grande-Bretagne l'empire des mers; à l'inverse, nous ne trouverions pas une seule allusion faisant entendre que la marine allemande a l'intention de se mesurer avec aucune autre puissance que la Grande-Bretagne. L'Allemagne peut atteindre par terre la France et la Russie. Sa flotte peut déjà tenir tête aux flottes française et russe réunies. Cette flotte est faite pour la mer du Nord, elle est exercée dans la mer du Nord, elle séjourne dans la mer du Nord. Ses navires sont construits contre nos navires, le but des constructeurs allemands étant toujours de faire sur les Anglais un pas en avant dans tous les types.

Dans toute mesure, sur la vitesse et la puissance de ses navires, et dans toute discussion sur la maîtrise de ses canons, sur la qualité de ses officiers et de ses matelots, l'Allemagne invariablement établit ses comparaisons avec les canons, les navires et les matelots de la marine britannique.

Je ne crois pas qu'il se trouve en Angleterre, ou sur le continent, un seul officier de la marine ou de l'armée qui ne sache cela et n'en comprenne la signification.

Regardez l'ampleur des préparatifs militaires allemands. Son programme une fois achevé l'Allemagne aura une flotte de trente et probablement de cinquante navires de guerre de la classe des Dreadnoughts et des Superdreadnoughts.

Mais l'énergie allemande ne s'est pas bornée à la construction du nombre de vaisseaux indiqués dans les lois navales successives. Tous ses efforts ont tendu à accroître la faculté de construction rapide des navires et des canons. Il y a seulement deux ans nous pouvions facilement construire les navires et fabriquer les canons plus vite que l'Allemagne. Mais il est aujourd'hui douteux que nous puissions le faire aussi rapidement qu'elle.

Dans ces deux dernières années, l'Allemagne (je cite le *Daily Mail*) a lancé neuf navires de guerre du type Dreadnought et Superdreadnought.

L'effort germanique de ce côté a été si vigoureux qu'en travaillant à haute pression l'Allemagne peut maintenant produire par mois un Superdreadnought complètement armé et équipé. Egaler simplement une telle surproduction tendrait nos ressources à l'extrême.

J'ai pensé que personne ne sera assez fou pour supposer que tout cet effort a été fait en vue de la seule protection du commerce allemand ou d'une lutte contre la marine de France ou de Russie. Non. Cet effort vise à détruire la suprématie navale de la Grande-Bretagne et il ne vise qu'à cela.

Mais les Allemands ne se sont pas comme nous bornés à construire et à armer des navires de guerre, ils ont fortifié Hélioland et ils travaillent nuit et jour à y construire un port. Ils élargissent le canal de Kiel. Ils construisent et ont construit

dix-sept docks capables de contenir des navires du plus fort tonnage.

Combien de sous-marins, de torpilleurs, combien de destroyers les Allemands ont-ils construits et cachés dans leurs ports et leurs rivières? Le secret allemand est trop bien gardé pour qu'il soit possible de le savoir; nous savons cependant que le nombre en est considérable.

Des torpilles aussi ont été fabriquées en grande quantité et seront largement utilisées le jour où l'Allemagne risquera la guerre.

Il faut se rappeler que tous ces préparatifs ont lieu dans la mer du Nord et dans les mers tributaires de celle-ci. C'est dans la mer du Nord que la marine allemande a l'intention de combattre. Contre qui? Non pas contre les Chinois, ni contre les Républiques sud-américaines, ni contre les Danois. Non, c'est manifestement contre la nation qui est si sagement certaine de l'amitié allemande; si convaincue de la folie criminelle des « Jingoïstes » qui prennent un plaisir pervers à évoquer de malveillants et ridicules épouvantails de guerre.

Il y a encore Emden avec ses « longs quais ». A Emden, qui est une petite ville obscure, tous les préparatifs sont faits pour embarquer d'énormes masses de troupes. Contre qui pourraient être employées ces troupes? Non pas contre la Russie, ni contre la France qui peut être assaillie par terre d'une façon beaucoup plus aisée et plus efficace. Non, les « longs quais » sont établis pour

l'embarquement d'une armée en vue de l'invasion de l'Angleterre. Si ces longs quais ont été construits pour quelque autre objet, ils l'ont été par des fous. Eh bien, les Allemands ne sont pas des fous.

Ceci ne crée pas encore l'évidence entière mais y servira. La méthode allemande a toujours été, en professant la paix de se préparer secrètement et entièrement pour la guerre.

Aujourd'hui l'Allemagne se prépare à la guerre sur une plus vaste échelle qu'elle ne l'a jamais fait. Elle professe en même temps la paix vis-à-vis de nous. L'Allemagne s'est conduite de semblable façon envers l'Autriche et envers la France et lorsque l'occasion a surgi, elle s'est précipitée sur ses victimes, les a terrassées et s'est annexé leur territoire.

L'Allemagne en plusieurs occasions s'est laissé aller à des manifestations de haine furieuse et amère contre l'Angleterre. En bien des cas les actes et les discours de l'Empereur, de ses ministres et de ses officiers ont été hostiles et empreints d'inimitié à notre égard. La presse allemande est et depuis longtemps a été peu amicale pour l'Angleterre. Pendant les huit dernières années, l'Allemagne a poussé ses préparatifs navals avec une intensité sans précédent ; elle aura dans trois ans d'ici une énorme et puissante flotte dans la mer du Nord et pour appuyer cette flotte tout ce qui est nécessaire comme construction, armements, docks et bassins de radoubs.

* L'Allemagne a des navires, des quais, du matériel d'équipement et des hommes prêts pour l'invasion d'un pays ennemi. La nation allemande est une nation de soldats parfaitement organisés, parfaitement équipés, et parfaitement capables de mobilisation rapide. L'Allemagne est la rivale commerciale et la rivale politique de l'Angleterre. La Grande-Bretagne seule barre la route à la réalisation du rêve allemand de puissance et de domination mondiale. L'Allemagne nous a avertis et nous a menacés mainte et mainte fois par un millier de voix et un millier de plumes.

On a dit que toutes ces menaces et tous ces avertissements provenaient de chauvins sans mandat. Mais un fait est significatif : c'est que tous les dires de ces chauvins sont appuyés par les actes du Gouvernement et des chefs du peuple allemand. Le Gouvernement allemand peut être composé de colombes et d'agneaux mais ces colombes et ces agneaux ont fait et continuent de faire des préparatifs en vue de la guerre avec la Grande-Bretagne.

Il est peut-être facile de trouver une réponse plausible à tel ou tel argument ; mais la preuve d'ensemble est accablante. Elle n'admet pas d'autre conclusion que celle tirée par tous les critiques et juges intelligents dans tous les autres pays du globe.

Le motif de l'hostilité allemande contre la Grande-Bretagne est évident même aux yeux les moins clairvoyants. Il a été mainte et mainte fois

répété par les hommes politiques et par les militaires allemands.

Très significative la preuve historique tirée de l'action passée de l'Allemagne contre le Danemark, l'Autriche et la France.

Très significative l'anxiété de nos militaires et de nos hommes d'Etat, très significatifs les préparatifs navals et militaires de notre gouvernement contre une attaque prévue, qu'aucune autre nation que l'Allemagne ne serait capable de tenter.

Très significative le millier d'injurieuses et menaçantes paroles du parti pangermaniste.

Plus significatives encore l'ardeur et l'amplitude des préparatifs navals allemands.

Pesant à l'heure actuelle ces évidences avec calme et sans passion, je sens qu'il est de mon devoir de dire ma conviction que l'empire britannique est aujourd'hui mis en face du plus immense péril qui ait jamais menacé son existence.

Et je dois confesser en même temps avec une crainte mêlée de tristesse que la nation est aveugle au danger qui la menace, qu'elle se montre impuissante à affronter ce danger comme il faudrait qu'il le fût si l'empire ne doit pas crouler dans un irrémédiable et absolu désastre.

IV

CONCILIATION OU COMPROMIS

La politique pangermanique est basée sur la théorie de Bismarck. « La destinée de l'Allemagne doit être édiflée *par le fer et par le sang*. C'est une politique « de sang et de fer » et tout espoir d'en triompher par une politique d'eau et de lait « (*Milk and water*) » est destiné à la faillite.

Prenons comme exemple le sort de l'innocente proposition pour la limitation des armements.

Toute limitation d'armements comporte le principe de la suprématie navale de la Grande-Bretagne. Or c'est justement ce dont ne veulent pas les pangermanistes et c'est ce qui fait l'objet de leur défi.

Il ne faut pas un grand effort d'imagination pour juger cette proposition du point de vue allemand. Si j'étais allemand, je dirais : « Ces insultes sont de malins compères ; ils se sont forti-

liés sur toutes les meilleures parties du globe, ils ont acheté ou capturé des forteresses et des ports de mer sur les vrais continents, ils dirigent le commerce, ils ont le monopole virtuel des affaires mondiales, la maîtrise des mers, et maintenant ils proposent que nous soyons frères et que personne ne combatte plus ni ne vole plus. »

C'est ainsi qu'un Germain doit considérer la situation. Mais les Allemands voient plus loin et croient bien d'autres choses encore. Ils croient que l'Angleterre est devenue grasse, stupide et lâche. Il voient que la population de l'Allemagne est de 50 pour 100 plus nombreuse que celle de la Grande-Bretagne, qu'elle est beaucoup mieux entraînée, mieux exercée et mieux organisée; ils voient que notre armée est petite, mal préparée; et ils savent que la leur est d'excellente qualité, qu'elle est accablante comme nombre et sans égale dans la préparation et l'organisation.

Ils sont sûrs de pouvoir nous écraser sur terre; ils croient pouvoir nous battre dans le commerce; ils espèrent nous dépasser comme vitesse de construction, tenir plus longtemps comme sacrifices budgétaires et devenir ainsi nos maîtres sur la mer.

Et leurs gouvernants professent la théorie que la destinée de l'Allemagne doit être édiflée par *la fer et par le sang*.

A ces hommes rudes, forts et résolus « de sang et de fer » s'adressent nos modestes et suaves ambassadeurs britanniques de compromis et de conciliation :

« Mes chers frères, dit l'un d'eux, ne pourrais-je point vous suggérer de cesser cette ruineuse rivalité de navires de guerre? Ne voudriez-vous pas restreindre votre programme naval de façon à me laisser le commandement de la mer sans risquer plus de dépenses que n'en approuveraient mes mandataires? Je le regrette, mais la maîtrise de la mer est essentielle à notre existence nationale. Nos concitoyens refusent absolument d'être soldats et à moins qu'il ne nous soit permis de gouverner les mers, nous deviendrons une proie facile pour tous nos ennemis. Donc, si voulez bien, nous nous entendrons sur une limitation d'armements qui nous épargnera des dépenses et qui vous empêchera d'employer contre nous vos forces militaires supérieures. »

Eh bien, n'est-ce point là un plat exquis à présenter à un Kaiser?

En vérité, les hommes *de fer et de sang* ne rirent pas aussi fort qu'on eût pu le supposer. En fait, ils ne rirent point du tout; ils haussèrent simplement les épaules et continuèrent à construire leurs cuirassés avec plus d'ardeur que jamais. C'est un des épisodes politiques les plus comiques dont je me souviens; et le plus drôle fut la surprise naïve et chagrinée du Gouvernement britannique!

« Ha! dirent les hommes *de fer et de sang*, cela sent mauvais — ils commencent à se sentir pincés. Activez les Superdreadnoughts ».

Et ainsi fut fait.

Alors les délégués du parti du travail s'en furent en Allemagne et ils tapèrent dans le dos leurs camarades allemands et crièrent : « Hoch ! Hoch ! Hoch ! » et M. Keir-Hardie crut véritablement que les embrassades en Allemagne, des socialistes allemands et anglais, raviraient tellement l'Empereur, que, selon les propres paroles de M. Hardie, il accomplirait cet acte, remarquable en tous points, de « tuer l'esprit guerrier avant qu'il ne soit né ».

Donc les camarades anglais et allemands poussèrent des « Hoch » et nos garçons revinrent à la maison.

Récemment, me trouvant en Allemagne, je contemplais à Essen la forêt de cheminées de la Cité-Krupp. Je réfléchissais au fait que les travaux de « fer et de sang » s'étaient accrus dernièrement de 28.000 bras nouveaux et qu'en dépit des membres de notre parti ouvrier, l'Allemagne est actuellement en état d'armer treize Superdreadnoughts en une année. En vérité, il semble bien que nos socialistes ne s'étaient pas concilié le Kaiser pour des prunes ! La solution même du parti du travail semble bien manquée ; peut-être parce que « la destinée » de l'Allemagne doit être édiflée, non par des discours et des majorités — mais par *le fer et par le sang*.

Alors, reste l'expédient d'encercler l'Allemagne par une série d'alliances. Ce serait une idée de véritable homme d'État, n'était chez les Allemands la résolution bien arrêtée d'attaquer, qui rend fort

déplaisante la situation des alliés qui se trouvent à portée du bras du géant.

Reste encore la conception socialiste d'une action combinée des socialistes anglais et allemands pour empêcher la guerre. — Le plan est d'arrêter par la grève le ravitaillement en charbon et en approvisionnements. Ceci est un de ces jeux naïfs qui sert de distraction en temps de pluie à quelques hommes d'Etat du parti ouvrier. L'unique résultat serait d'entraver notre propre flotte, — car les Allemands écraseraient leur grève de façon prompte et sommaire — par des arguments *de fer et de sang*.

Nous avons encore l'éblouissant M. Winston Churchill, qui nous appela, lord Cromer et moi, une paire de « ridicules Jingoës » et qui éclaira toute la crise par la brillante déclaration qu'il n'y a pas de danger tant que nous continuons à construire des cuirassés selon le principe du double pavillon¹.

Construire selon le principe du double pavillon signifie, lorsque l'Allemagne est en plein branle, la nécessité pour nous d'armer vingt-six Superdreadnoughts par an. Ceci, comme dit le Français lorsqu'il reçut le carton pour la troisième fois sur la tête, ceci « devient amusant ».

Cependant, beaucoup de nos concitoyens bien intentionnés nous disent que ces alarmes au sujet

1. Principe de la politique anglaise qui consiste à construire autant de navires qu'en possèdent les flottes réunies des deux puissances maritimes les plus fortes après l'Angleterre.

de l'Allemagne sont absurdes à cause de l'amitié évidente qu'éprouvent l'un pour l'autre les peuples allemand et anglais.

« Les Anglais ne veulent pas la guerre ; les Allemands ne veulent point la guerre » disent ces aimables personnes. Combien vrai ! Combien vrai ! Mais ceci n'explique pas la construction des trente-neuf unités de guerre par an !

Maintenant, je vais tenter de montrer que tous ces essais de conciliation et de compromis sont basés sur une conception fausse de la politique du Gouvernement allemand...

Pour ma part, je crois que les Allemands (bien qu'ils aient un million de membres dans leur Ligue maritime) ne nous sont point hostiles ; mais ils n'ont pas de contrôle sur la politique allemande. Ils ne peuvent pas empêcher l'accroissement de leur puissance maritime même s'ils le voulaient, ce qui est douteux. Ils ne peuvent pas empêcher la guerre une fois que leurs chefs l'ont décidée. Ils ne connaissent rien de la partie que jouent leurs gouvernants. Ils se trouveraient en pleine guerre avant de s'apercevoir du péril, et une fois en guerre, leurs propres soldats écraseraient tout essai d'intervention, à supposer qu'un essai soit tenté.

La théorie bismarckienne *de fer et de sang* a le grand mérite d'être simple et concise. La conception allemande de la guerre s'y adapte comme fait le gourdin à la main du voleur de grands chemins. « En tête, à toute vapeur » est la devise de

la marine allemande. « En avant » est la devise de l'armée allemande. « Allez droit à l'ennemi, écrasez-le n'importe à quel prix, nous avons des hommes en quantité. Nous pouvons subir de lourdes pertes. Mais nous devons vaincre ».

Cette théorie exige, des hommes et des officiers, loyauté, courage et discipline. L'armée et la marine allemandes possèdent ces qualités.

La théorie *de fer et de sang* est simple. A un moment donné, vous faites choix d'un de vos voisins ; vous le cajolez et le traitez amicalement tandis que vous préparez contre lui une attaque inattendue et irrésistible. Une fois prêt, et quand il n'est pas sur ses gardes, vous lui sautez à la gorge — vous le terrassez — puis vous acceptez sa montre et sa bourse comme compensation. Et ainsi, vous avez accompli votre destinée.

Eh bien, un gentleman qui marche dans cette voie ne se laisse pas flouer par de beaux discours. Il ne retiendra pas son poing ganté de fer parce que sa victime est faible. La faiblesse est l'opportunité qu'il guette.

Non. Si nous ne voulons pas de guerre avec l'Allemagne, nous devons être suffisamment forts pour donner à l'Allemagne le désir de la paix. Quoique l'Allemagne soit un ennemi brave, résolu et puissant, elle n'est ni toute-puissante ni invulnérable. Mais elle se propose une affaire — une affaire *de sang et de fer* — et toute conciliation, tout subterfuge et tout compromis provoquent en elle dédain et mépris.

L'Allemagne remet ses destinées entre les mains des guerriers ; nous abandonnons les nôtres entre les mains des politiciens. L'Allemagne agit ; nous discourons. Les paroles comptent pour rien dans le jeu *de fer et de sang*.

Armez-vous ou rendez-vous ; combattez pour l'Empire ou bien perdez-le.

Nous avons le choix dans cette alternative, aucune voie intermédiaire ne nous est ouverte.

V

IL NOUS FAUT UN HOMME

Un grave péril nous menace. Lord Roberts nous l'a dit. M. Asquith nous l'a dit. Sir Edward Grey nous l'a dit. Et nous ne sommes pas prêts à faire face à ce péril. Et nous ne nous préparons pas à affronter le danger. Et la grande majorité de notre peuple, inconsciente du péril, se refuse même à reconnaître son existence.

Lord Wolseley disait il y a quelques années : « Nous ne sommes jamais prêts pour la guerre et cependant il n'y a point de Cabinet qui ose dire au peuple cette vérité ».

Ceci est la grave déclaration d'un grave danger. Voyons ce qu'implique cette déclaration.

Elle implique que nous avons eu plusieurs Cabinets conscients de notre défaut de préparation à la guerre et qui n'osèrent point mettre le peuple au courant de ce qu'ils savaient.

Elle implique que les Cabinets les uns après les autres ont, par crainte, manqué à leurs devoirs envers la Nation.

Elle implique encore que tous les Cabinets, les uns comme les autres, sachant la sécurité de l'Empire menacée, se sont montrés trop lâches et trop déloyaux pour demander une réforme et sonner l'alarme.

Elle implique que les Cabinets britanniques sont indignes de la confiance de la Nation.

Cette déclaration, je le crains, implique encore davantage. Je crains qu'elle ne signifie que les ministres de Cabinets britanniques ont de tout temps, dans le but de rester au pouvoir, caché un état de choses qui, dans le cas de guerre, exposerait l'Empire aux plus sérieux risques de défaite et de déshonneur.

Cette déclaration est de Lord Wolseley, elle n'est pas de moi. C'est une déclaration grave, exposée gravement par un général distingué, de vaste et longue expérience.

Cette déclaration est-elle exacte? Elle fut reconnue telle lors de la guerre de Crimée et aux jours de la guerre Boër. Elle est vraie aujourd'hui.

Elle est encore vraie aujourd'hui car nous sommes menacés d'un danger, comme l'ont déclaré plusieurs ministres de Cabinets des deux partis, et nous ne sommes pas prêts à la guerre, ainsi que le savent bien toutes nos autorités militaires.

Les membres du présent Cabinet et les membres

du précédent Cabinet sont au courant du danger. M. Balfour et Sir Edward Grey et d'autres encore nous l'ont dit. Et notre défaut de préparation leur est connu; mais il leur manque le courage moral nécessaire pour le confesser.

Le parti qui se présentera devant le pays avec un programme net et clair de défense nationale sera battu aux élections. Le parti victorieux prendra le pouvoir sachant que le pays est trompé, et il recommencera à jouer cette farce déloyale et lâche de sembler sauvegarder notre sécurité en épargnant nos ressources nationales.

Tous les ministres de Cabinet anglais le savent; aucun d'entre eux n'est assez viril pour le dire au peuple et en supporter les conséquences.

Les nobles lords et les honorables gentlemen ont peur. Lord Wolseley l'a dit. — Les faits le disent — l'histoire le dit — les débats le prouvent — le budget le prouve — l'armée et la marine le savent. — Les nobles lords et les honorables gentlemen ont peur de leurs électeurs et ils continueront d'accumuler les abus de confiance plutôt que d'oser dire en face à leurs concitoyens la laide vérité.

Si une grande guerre éclatait sur nous soudainement, les nobles lords et les honorables gentlemen auraient à affronter des choses pires que les votes hostiles d'une foule trop avare pour payer et trop égoïste pour se battre. Les jours de désastre seraient de mauvais jours pour les ministres de Cabinet!

Maintenant, je vais crier, à la face des foules antimilitaires et antipatriotes, ce que savent, je crois, les nobles lords et les honorables gentlemen et ce qu'ils n'ont pas le courage de proclamer.

Je veux le proclamer : à moins que les citoyens britanniques ne soient prêts à combattre, à payer et à travailler comme ils n'ont ni combattu, ni payé, ni fait d'efforts depuis cent ans — ni jamais — l'Empire s'en ira en morceaux et nous laissera dépouillés et déshonorés sous la domination d'une nation plus brave, mieux exercée et mieux organisée.

Je crois que nos ministres de Cabinet des deux partis, le savent et qu'ils ont peur de le dire — ce serait si impopulaire ! — Nous aurons tout plein de discours épars sur la défense nationale, sur la marine, sur les territoriaux ; ceux qui sont « dehors » vont dénoncer avec volubilité ceux qui sont « dedans » et ils frôleront la vérité d'assez près, en nous certifiant qu'on ne peut compter que le Cabinet libéral fasse son devoir vis-à-vis de l'armée et de la marine. Mais quelque noble lord ou honorable gentleman aura-t-il le mâle courage de dire au peuple tout ce qui nous manque ? Non. — Pas un ministre de Cabinet n'osera parler des grandes sommes ni des mesures énergiques que, dans son for intérieur, il sait indispensables à la sécurité de l'Empire.

L'action de nos ministres contre l'Allemagne ne peut s'exercer qu'avec un désavantage sérieux.

Ici, l'armée, la marine et le Cabinet sont des institutions séparées et la politique navale et militaire change à chaque modification de gouvernement. Ici, le Cabinet a peur de demander des subsides ; il a peur d'exiger le service militaire ; il a peur de dévoiler les faits. Les services militaires sont affaiblis et désorganisés par crainte d'un électorat qui veut sa gloire à bon marché, sa sécurité à bon compte. Son ignorance en matière d'affaires étrangères et d'affaires militaires et navales lui fait avaler avec avidité les calembredaines d'aimables doctrinaires qui prêchent la paix à la face de nations armées allant à la bataille.

Le peuple est infatué, indulgent à soi-même, dégénéré et avide. Il veut conserver l'Empire sans sacrifices ni service militaire. Il acclamera l'Empire, mais il ne veut ni payer, ni se battre pour l'Empire. L'Allemagne le sait. Le monde entier le sait. Les ministres de Cabinet le savent. Mais aucun ministre n'ose le dire. — Nous avons grandement besoin d'un homme.

En Allemagne, les hommes sont toujours exercés et disciplinés, soldats ou marins. En Allemagne, l'œuvre d'organisation navale et militaire, le contrôle, la direction ne sont pas envoyés d'un Cabinet à un autre selon le caprice d'un corps ignorant d'électeurs civils : le travail est continu. Il se poursuit régulièrement, jour après jour, année après année. Le meilleur travail des plus fortes intelligences d'une nation militaire y est consacré.

Quelles sont nos chances devant une telle perfection, une telle expérience et une application pareille ?

On raconte que le ministre de la Guerre prussien de Roon, lorsque les hostilités avec la France furent déclarées, s'en fut chez lui prendre quelques jours de repos. Son œuvre était accomplie. L'armée était prête. Le ministre de la Guerre n'avait plus de soucis à se faire. Représentez-vous l'état d'esprit du ministre de la Guerre britannique si la guerre nous était aujourd'hui déclarée par l'Allemagne.

Les Français furent battus par les Allemands parce qu'ils n'étaient pas prêts. — Les Espagnols furent battus par les Américains parce qu'ils n'étaient pas prêts. — Les Russes furent défaits par les Japonais parce qu'ils n'étaient pas prêts. — Nous ne sommes pas prêts : l'Allemagne est prête. — Nous ne sommes jamais prêts : l'Allemagne est toujours prête.

Les membres du Gouvernement libéral ont commis une fatale erreur lorsqu'ils hésitèrent à mettre en chantier les quatre Dreadnoughts supplémentaires. Ils essayaient d'économiser, ils espéraient sortir des difficultés à bon marché. Ils attendaient que quelque chose survînt. Les Allemands le surent et firent d'énormes efforts pour nous distancer. Il n'est pas sans danger de se fier à la tradition de Micawber¹ contre la tradition

1. Personnage toujours optimiste de Dickens dans *David Copperfield*.

de fer et de sang. Si le Gouvernement britannique, au lieu de tenter d'épargner quelques millions de livres, avait hardiment demandé au pays toutes les sommes indispensables et s'était mis sérieusement à l'œuvre nécessaire, les pangermanistes eussent passé un mauvais quart d'heure avec le contribuable.

Il est temps pour notre Gouvernement et pour notre peuple de reconnaître les faits. L'Allemagne nous a défiés. Si nous montrons de la faiblesse, nous sommes perdus.

Nous ne pouvons pas « bluffer » notre ennemi. Nous ne pouvons lui échapper. Nous ne pouvons acheter notre sécurité avec une vieille chanson. Nous ne pouvons nous maintenir vis-à-vis d'un adversaire aussi puissant et aussi résolu qu'en lui opposant puissance égale et résolution égale.

Dans la crise dont je viens de parler, nous avons suivi la voie faible au lieu de prendre la voie forte. L'économie en un moment pareil est la pire des prodigalités.

Lorsque les Membres du Gouvernement firent arrêter la construction des quatre Dreadnoughts, ils eussent dû, au contraire, pousser à celle de douze Dreadnoughts ; lorsqu'ils tentèrent d'épargner quelques millions de livres, ils eussent dû en dépenser 50. Au lieu de diminuer l'artillerie et de s'embarrasser d'une poignée de territoriaux, ils eussent dû réclamer une armée.

Mais les Membres du Cabinet eurent peur. Il nous manque *un homme*.

VI

ARMAGEDDON¹
LE PLUS GRAND DANGER

M. Balfour déclara un jour que le problème de la défense impériale consistait dans le problème de la défense de l'Afghanistan. Mais les temps ont changé depuis lors et je proposerai l'amendement suivant :

Le problème de la défense britannique consiste dans la défense de la France.

Voici. Le plus grand danger, le danger plus proche que celui d'une invasion allemande en Angleterre, est celui d'une invasion allemande de la France.

Un écrivain allemand, cité par moi dans un article précédent, déclare que dès que l'Allemagne se sentira menacée, elle attaquera et que la France

1. Citation de l'Apocalypse, ch. xvi, verset xvi, destruction de la Grande Babylone; conflagration universelle.

sera sa victime. Il continue ainsi : « Malheureuse France! La marine britannique peut détruire la flotte allemande et ruiner le commerce extérieur de l'Allemagne, mais rien ici-bas ne peut empêcher l'armée allemande d'envahir la France de Paris à Lyon, et de la Manche anglaise à la Méditerranée. Les Français se font de dangereuses illusions s'ils s'imaginent que l'Allemagne se contentera d'une indemnité à la suite d'une telle guerre. L'Allemagne prendra possession d'une façon permanente des Provinces du Nord de la République, gagnant ainsi accès à la mer par Calais et Boulogne tandis que la Belgique et le Luxembourg seraient annexés pour compléter le triomphe des Teutons ».

Que pense de cela l'Ecole de l'Eau Bleue (Blue Water School) ¹

Supposez la France attaquée et conquise par l'Allemagne. Comment notre flotte pourrait-elle empêcher l'annexion de Calais et de Cherbourg et que pourrait-elle pour mettre obstacle à la conquête de la France?

Quant à la Belgique et à la Hollande, il ne serait même pas nécessaire de les annexer. Avec Calais aux mains allemandes, les Pays-Bas seraient par là même absorbés.

Alors l'Allemagne posséderait Calais à une extrémité de la Manche et Cherbourg à l'autre. Elle aurait aussi Amsterdam et Rotterdam et

1. Ecole de ceux qui croient que l'Angleterre est suffisamment défendue par la mer.

Anvers dont Napoléon disait « qu'il était comme un pistolet pointé au cœur de l'Angleterre ». Elle aurait aussi la flotte hollandaise et les constructeurs hollandais. La France serait paralysée comme Puissance et l'Angleterre ne serait plus en état de marcher de pair avec l'Allemagne dans la production des navires de guerre et des équipages.

C'est pourquoi je dis que le problème de la défense britannique est le problème de la défense de la France.

Qu'une alliance offensive ou défensive soit ou non conclue avec la France, le résultat est le même : la défaite de la France est la défaite de l'Angleterre, la chute de la France est la chute de l'Empire britannique, l'agrandissement de l'Allemagne est l'humiliation de l'Europe.

Maintenant, demandons-nous si la défaite de la France est possible? Les Allemands en sont certains. Les Français semblent le croire, car il n'y a pas longtemps que la France fut défiée par l'Allemagne et qu'elle refusa le combat.

Les Français ont une belle armée, nombreuse, courageuse, hardie et bien entraînée. Mais l'impression semble être, dans les cercles militaires, que la France ne possède pas la perfection d'organisation et de préparation de l'Allemagne.

Peut-être la présence d'un grand général, un Moltke ou un Napoléon, dans l'un ou l'autre camp compenserait-elle la différence. Mais ceci ne peut pas être connu avant le début de la guerre. Si

l'Allemagne possède ce grand chef, la France est perdue; si la France possède ce grand chef, l'Allemagne peut être repoussée d'une façon désastreuse. Mais autant que nous pouvons le prévoir, les chances sont en faveur de l'Allemagne.

Eh bien, si la France ne se montrait pas capable de repousser une invasion allemande, l'École de l'Eau Bleue se trouverait impuissante. Notre flotte ne pourrait rien.

Non. Pour que la France soit en sécurité, et *nous avec elle*, il faudrait à l'Angleterre une armée de premier ordre, d'un demi-million d'hommes. — un million vaudrait mieux. — Avec une force anglaise d'un demi-million d'hommes en Belgique et en Hollande, les flottes française, hollandaise, et anglaise réunies, la Russie alliée de la France, pourraient attaquer l'Allemagne sur la frontière de l'Est; alors si l'Autriche et l'Italie s'en mêlaient, nous aurions l'Armageddon¹.

Il est vrai que l'École de l'Eau Bleue a laissé l'Armageddon en dehors de ses prévisions.

Les Allemands sont un peuple brave, volontaire, discipliné, très soumis à ses chefs. Toutefois, il est douteux qu'ils se laissent entraîner à une guerre aussi désespérée et si peu provoquée. Il est permis de supposer que l'invasion de la France à la légère, sans le prétexte d'une querelle, ne serait point populaire en Allemagne même dans les conditions actuelles; mais un conflit européen uni-

1. Apocalypse.

versel provoqué par l'ambition du parti pangermanique entrerait à point dans les calculs pour triompher de l'inertie du peuple allemand. Mais nous n'avons pas un demi-million d'hommes à envoyer au dehors et une flotte établie sur la base du double pavillon ne pourrait ni aider la France, ni défendre la Hollande et la Belgique.

C'est là ce que j'appelle le plus grand et le plus proche danger — le danger d'une défaite française par l'Allemagne. Tant qu'une telle défaite est possible, les Allemands n'ont pas besoin de risquer une invasion en Angleterre. Ils peuvent vaincre la Grande-Bretagne sans lui faire la guerre.

L'Angleterre ne peut plus soutenir l'ancienne théorie du « splendide isolement ». Un Empire tel que le nôtre ne peut pas se tenir à l'écart des luttes européennes. L'équilibre européen est plus important pour nous aujourd'hui, qu'il ne l'a jamais été : un Empire allemand embrassant l'Allemagne, la Hollande, la Belgique, l'Autriche, peut-être la Turquie, ayant des ports et des forteresses à Calais, Cherbourg, Trieste, Anvers, Amsterdam, nous ferait disparaître ; nous serions battus et conquis sans tirer un seul coup de canon. Notre flotte disparaîtrait, nos Colonies disparaîtraient, l'Inde disparaîtrait. Nous deviendrions alors, selon l'expression d'un de nos ministres, « un lieu de recrutement de conscrits au service d'une nation plus forte. »

Je ne traite ce problème qu'au point de vue de notre intérêt propre. Il me suffit de faire entrevoir

en passant qu'il en est un aspect plus élevé et plus humain : la chute de la France serait une calamité pour la civilisation. La France est et a été depuis longtemps le guide dans la littérature, les arts et dans la plupart des beautés et des grâces de la vie civilisée. Ce serait un jour néfaste pour l'univers que celui où la France serait germanisée, anglicisée ou russifiée. Nous devons beaucoup à la France. Nous l'admirons beaucoup. Nous la respectons et l'aimons beaucoup : notre espoir est qu'elle puisse rester la France, la France heureuse, libre, vaillante et fière ; la France grande dans les arts et les armes, dans la science et dans les lettres !

Cependant, pour prendre une situation nette, je dois dire encore que nous ne voudrions pas non plus voir l'Allemagne ou la Russie maltraitée ou humiliée. Que chaque peuple conserve son honneur, sa liberté, réalise son génie individuel, remplisse sa propre destinée.

Maintenons, à cette fin, l'équilibre des puissances, armons et unissons-nous contre toute tentative de la part d'aucune nation pour imposer le Césarisme d'une seule race ou la domination bismarckienne sur le reste de l'Europe.

Dans le passé, nous fûmes contraints de résister à la France et à l'Espagne. Côte à côte avec l'Allemagne, nous combattîmes Bonaparte à Waterloo. Aujourd'hui nous devons être aux côtés de la France ou tomber avec elle lorsqu'elle tombera. Nous ne pouvons échapper à notre sort.

Nous devons soutenir la France ou partager son humiliation et sa ruine.

C'est pourquoi l'Ecole de l'Eau Bleue est dans l'erreur et c'est pourquoi la plus forte marine ne pourrait, en cette occasion, nous être utile. C'est pourquoi le danger le plus proche et le plus grand pour nous, n'est point l'invasion de la Grande-Bretagne mais l'invasion de la France.

C'est pourquoi nous devons avoir une armée aussi bien qu'une marine.

C'est ceci, je crois, qui pesait lourdement sur le cœur de lord Roberts et des ministres de Cabinet lorsqu'ils parlèrent anxieusement d'un danger menaçant.

C'est ceci que ne comprend pas le peuple britannique et c'est ce qu'il devrait comprendre pendant qu'il est temps encore de conjurer la destinée menaçante.

VII

LA TÂCHE

Dans mes précédents articles; j'ai tenté de démontrer :

1° Que l'Allemagne vise à la domination européenne.

2° Qu'elle doit, pour atteindre ce but, briser la puissance de la Grande-Bretagne.

3° Que toutes les tentatives de compromis ou de conciliation sont destinées d'avance à échouer et que rien, sauf la certitude de la force, n'arrêtera l'Allemagne.

4° Que si la France tombait, nous serions incapables de nous maintenir nous-mêmes.

5° Que la France n'est pas, d'une façon générale, considérée comme étant à égalité avec l'Allemagne.

6° Que nous ne sommes point en situation de venir en aide à la France.

7° Qu'à moins de sacrifices plus grands que ceux que le peuple anglais se propose actuellement de faire, nous perdrons notre empire et notre indépendance.

8° Que nos ministres de Cabinet des deux partis sont au courant de cette situation et qu'ils ont peur de dire au peuple la vérité.

Voyons maintenant quels sacrifices nous impose cette situation?

Qu'est-ce donc qui manque à nos ministres et qu'ils n'osent pas demander?

L'ARGENT ET LE SERVICE MILITAIRE.

Examinons d'abord la tâche qui nous incombe et ensuite les moyens de l'exécuter.

Actuellement, les Anglais ne voient dans la menace allemande qu'une simple possibilité lointaine d'invasion; aussi sont-ils ardents pour la Marine, et froids pour la Guerre. De là le triomphe de l'Ecole de l'Eau Bleue. Conservons la maîtrise de la mer et nous sommes saufs, tel est le premier, l'unique article de foi pour le public.

« Maintenons notre flotte sur le pied du double pavillon et nous n'avons rien à craindre », dit le prestigieux Mr Winston Churchill.

Nous avons une tâche plus grande : nous avons à maintenir l'équilibre des puissances en Europe. Le jour où nous faillirons à cette tâche, notre chute commencera. Depuis trois siècles, tout homme d'Etat anglais de quelque valeur a reconnu la vérité de cette assertion. Tous les hommes d'Etat

anglais de premier ordre savent que cela est vrai encore aujourd'hui.

Eh bien, la domination des mers ne suffit plus pour permettre de maintenir l'équilibre des Puissances : une flotte au taux du double pavillon ne nous permettra pas de maintenir l'équilibre européen. Par conséquent, les théoriciens de l'Eau Bleue sont dans l'erreur et lord Roberts a raison.

IL NOUS FAUT UNE ARMÉE.

Il nous faut une armée et une marine invincibles. Nous devons avoir l'une et l'autre; ceci entraînera de lourdes dépenses et de grands sacrifices personnels. Ceux qui mettent leur confiance en une forte marine ou en des alliances étrangères perdent de vue un facteur vital du problème. L'équilibre européen est plus difficile à maintenir aujourd'hui parce que la situation militaire a changé.

Aux époques de la guerre de la Péninsule et de la guerre de Crimée, notre armée était assez forte pour faire pencher la balance. Mais à présent, toutes les nations continentales ont adopté le service militaire pour tous et notre armée est trop petite pour être d'aucune utilité. Par suite, la Grande-Bretagne a baissé dans l'échelle de la puissance militaire; elle n'est même pas sur terre une puissance de second rang. Aussi a-t-elle perdu son influence dans les conseils européens. C'est une des grandes raisons pour lesquelles nous ne pouvons compter sur des alliances; nous n'avons

rien d'autre à offrir à nos alliés que notre marine, qui ne peut les aider.

Si nous possédions une armée de premier ordre, de 2 millions d'hommes exercés et capables de mobilisation rapide, l'équilibre des puissances serait sauf et le rêve allemand d'invasion s'évaporerait dans l'air subtil.

Les besoins, les besoins immédiats de l'Empire en présence du grand danger qui s'accroît, sont :

1° Un vote important de fonds pour les nécessités de la marine. Nous avons besoin de docks, de bases navales dans la mer du Nord. Il nous faut une grande augmentation dans le nombre des sous-marins et des destroyers ;

2° Nous avons besoin d'une armée puissamment efficace, bien équipée, bien encadrée d'un million d'hommes.

Si j'étais ministre du Cabinet actuel ou de l'ancien Cabinet, je me présenterais aux élections prochaines sans perdre un seul mot au sujet du budget ou des lords, et sans m'occuper du libre-échange ou de la protection, j'irais devant le pays avec l'avertissement net d'un grand danger menaçant, et avec l'avertissement également très net des sacrifices publics que je crois absolument nécessaires pour la sécurité de l'Empire et la conservation de notre commerce, de notre honneur et de notre indépendance.

J'irais en avant et j'affronterais le ridicule et la colère d'un peuple mal informé, habitué à ses aises, avec le programme suivant :

1° Un vote immédiat de 50 millions de livres sterling pour la marine ;

2° Un vote immédiat d'une loi de service militaire obligatoire avec exécution immédiate ;

3° Une loi imposant l'exercice militaire élémentaire à tous les écoliers qui auront dépassé dix ans ;

4° La création immédiate d'un État-Major général pour l'armée et pour la marine ;

5° Une forte augmentation de fonds secrets de la guerre et de la marine ;

6° Un appel officiel à tous les patrons afin qu'ils emploient des ouvriers anglais de préférence aux ouvriers étrangers.

De même, si un examen attentif me montrait l'avantage pour nous de taxer certaines importations de produits manufacturés (et je crois que c'est en effet notre intérêt) je plaiderais pour ces taxes sans rougir ni trembler.

Mais, ceci signifie : « Conscription et Protection. »

Appelez-le comme il vous plaira, je n'ai pas peur des mots. J'appelle cela : « Service militaire obligatoire et lutte fiscale. »

Je ne suis pas partisan de la réforme des tarifs telle qu'elle semble devoir être appliquée si elle est adoptée dans ce pays. Mais le libre-échange n'a jamais fait partie de ma foi politique.

Libre-échange signifie « compétition » et la libre compétition est anti-socialiste, anti-syndicaliste et anti-démocratique. Le libre-échange est basé sur

l'erreur suivante : « Comme nous sommes tous consommateurs, il est conforme à l'avantage général que les denrées soient bon marché. » Mais quoique nous soyons tous consommateurs, nous ne sommes pas tous producteurs, et les producteurs, qui sont les travailleurs, sont à considérer tout d'abord.

Quant au service militaire obligatoire, j'y fus opposé dans le passé. — Je préférerais une sorte de service pour tous que j'ai expliqué maintes fois ; — mais j'ai toujours reconnu que mon plan ne pouvait servir que comme sauvegarde contre l'invasion, et qu'il ne pourrait résoudre le problème d'une guerre continentale, ni celui d'un service à l'extérieur, dans l'Inde ou ailleurs. Or, je suis convaincu aujourd'hui que le maintien de notre existence comme nation libre demande la création immédiate d'une armée forte et efficace, et que le seul moyen d'obtenir cette armée consiste dans le service militaire obligatoire.

Le pays est en danger et nous avons besoin d'hommes. — Il nous les faut de suite.

Le volontariat ne sert à rien. Les territoriaux ne servent à rien. Les milices ne servent à rien. Nous devons armer et exercer tous les adultes du pays ; ou bien d'autres nations, dont les adultes sont armés et entraînés, nous détruiront.

Le pays accepterait-il une telle proposition ?

Non. Il y a peu de mois, M. Haldane demandait quelques centaines de mille territoriaux volontaires, et il ne put les obtenir. Il y a quelques

années à peine, un ministre de Cabinet britannique refusa la requête d'une somme relativement faible pour un État-Major général, — parce que, « nous ne pouvions pas nous le permettre ». Ce ministre savait que c'était là une nécessité vitale ; mais « nous ne pouvions pas nous le permettre », nous, qui dûmes dépenser trois cents millions de livres sterling pour la guerre sud-africaine.

Non. Les Anglais ne veulent pas entendre. Ils ne veulent pas payer. Ils ne veulent pas s'entraîner. Ils ne veulent pas combattre.

Mais ils veulent conserver l'Empire, garder leur liberté et maintenir leur commerce. Et il faudra leur apprendre qu'ils perdront l'Empire, leur liberté et leur commerce ; qu'ils souffriront la famine, la ruine financière, l'humiliation personnelle d'abord, et qu'ensuite ils devront se soumettre à la conscription, aux impôts, à moins qu'ils ne se montrent dignes des avantages et de la liberté que leur ont assurés l'abnégation et la vaillance de leurs ancêtres.

Si les Anglais refusent de se défendre eux-mêmes, ils deviendront des vassaux et ils auront prouvé qu'ils sont indignes d'être rien de mieux.

Ceci n'est pas une question de partis. C'est une question d'Empire et aussi une question européenne.

C'est aussi une question urgente. La situation est trop précaire aujourd'hui pour admettre de longs délais avec de longues discussions. — Faites

comprendre à tous les commerçants de l'Empire que l'absence de préparation à la guerre signifie : banqueroute et panique et une souffrance et une détresse telles que ce peuple favorisé n'en a jamais connues. — Faites comprendre à chaque ouvrier que son refus aveugle et obstiné de servir son pays l'amènera inévitablement à une odieuse forme de service militaire, sous le commandement d'officiers étrangers.

Si je ne sentais ces choses très fortement, je ne les dirais pas.

Je ne suis plus jeune. J'ai eu plus que ma part de labeur ingrat pour des causes impopulaires. — Je voudrais vivre et vivre tranquille.

Il m'est pénible de faire opposition à mon propre parti, et à mes propres amis ; mais je n'ai jamais reculé devant un devoir parce qu'il était désagréable ou sans profit. Je ne veux pas commencer aujourd'hui.

L'Empire est en danger. Il ne peut être sauvé par des discours ; il ne peut être sauvé que par le sacrifice et l'effort. Il nous faudra tout notre courage. Il nous faudra tout notre argent. Il nous faudra toutes nos forces.

Cet avertissement n'est point écrit par un politicien : il ne vient ni d'un socialiste, ni d'un libéral, ni d'un tory : il vient d'un Anglais.

VIII

LES FRAIS

Mais les frais !

Oui, les frais seraient lourds ; mais considérez l'enjeu. L'enjeu est l'honneur, la liberté et l'Empire. Que les frais soient ce qu'ils voudront, l'enjeu en vaut la peine.

D'ailleurs, quant aux frais, il y a trois choses à dire :

L'enjeu vaut le prix ; nous pouvons nous permettre de le payer, car si nous refusons de payer le prix de la sécurité, nous paierons dix fois plus le prix de la défaite.

Richard Cobden, qui n'a jamais été accusé de Jingoïsme, dit dans un discours à Rochdale en 1851 : « Je voterais cent millions de livres sterling plutôt que de permettre à la marine française de s'accroître au niveau de la nôtre, car je dirais que toute tentative de cet ordre, sans cause légi-

time, indiquerait quelque mauvais dessein contre notre pays ».

Cent millions de livres pour la marine — Richard Cobden! — et notre Gouvernement a peur du prix d'un Dreadnought ou d'un État-Major général.

Eh bien, s'il existe un danger de guerre ou de désastre impérial, je crois qu'aucun Anglais ne niera que si la rançon de la sécurité est d'un ou de deux millions de livres sterling, il serait sage de la payer.

Mais le prix d'une marine fixée au taux du double pavillon et d'une armée égale à celle de la France ne serait pas aussi terrible qu'il semble à première vue.

Il n'atteindrait pas le prix de la guerre sud-africaine que nous avons payé, et payé sans inconvénient sérieux, trois cents millions de livres. — Si nous sommes en état de payer trois cents millions de livres pour une guerre, combien pouvons-nous payer pour la paix? Il est moins coûteux d'empêcher la guerre que de la soutenir même si nous sommes vainqueurs; mais si nous sommes vaincus!

Et il faut dire aussi que si la France et l'Allemagne ont les ressources nécessaires pour payer le service militaire obligatoire pour tous, nous les avons aussi. Nous sommes plus riches que l'Allemagne, et l'Allemagne fait déjà chez elle tout ce qu'il serait nécessaire que nous fissions pour assurer notre sécurité.

L'Allemagne peut envoyer à la guerre quatre millions de soldats complètement armés et équipés et l'Empire britannique ne peut pas se permettre la dépense d'un État-Major général!

La vérité est que, dans notre dangereuse position actuelle, nous ne pouvons pas regarder à la dépense. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être économes. Nous devons donner une partie de notre argent pour sauver le tout. Il nous faut, pour échapper à l'esclavage, faire le sacrifice temporaire d'une partie de notre liberté.

La difficulté est que la Nation ne se rend pas compte du danger où elle se trouve. Si l'Allemagne nous déclarait la guerre ou si la Russie attaquait l'Inde, nous n'hésiterions pas une minute devant la dépense. Nous comprendrions qu'elle doit être subie quelle qu'elle soit. Une fois en guerre, nous donnerions hommes et argent sans marchander; mais alors il serait trop tard.

Si cependant nous pouvions voir les choses comme elles sont, nous verrions que la guerre est déjà commencée. Nous sommes en guerre avec l'Allemagne dès maintenant. Il y a des années que les Anglais et les Allemands sont en guerre. C'est une guerre où le sang n'est pas répandu — mais c'est une guerre quand même. — Elle est limitée à la construction de navires et de ports, à la création des ressources en matériel et en hommes; mais c'est la guerre.

Une fois de plus, l'intégrité de la France est indispensable à notre sécurité et aujourd'hui la

France a un pistolet allemand braqué sur la poitrine. Qu'est cela sinon l'état de guerre? En quoi cette situation diffère-t-elle de la guerre?

Le prix de la paix peut être élevé, mais la paix vaut plusieurs fois ce prix. Réfléchissons un peu au prix de la défaite et de la ruine.

Quelques-uns d'entre nous qui ne sont plus jeunes peuvent se remémorer l'effet de la disette du coton dans le Lancashire : des milliers d'hommes mouraient de faim : moulins et magasins étaient fermés ; les denrées étaient hors de prix ; la détresse dans le nord de l'Angleterre, effroyable. Et tout cela causé par un arrêt temporaire des approvisionnements de matières premières et une diminution des approvisionnements de vivres.

Imaginez maintenant l'effet d'un désastre de la marine. Imaginez l'effet d'une annexion par l'Allemagne des ports de France et de Hollande : le crédit serait secoué dans ses fondements ; les banques couleraient ; les vivres monteraient à des prix de famine ; le commerce et l'industrie seraient paralysés et alors notre puissance s'évanouirait ; nous serions affamés, acculés à une reddition abjecte !

Nous perdriions l'Inde et nos colonies ; nous perdriions notre flotte ; nous perdriions notre commerce. Nous aurions à payer dix fois ce que notre sécurité nous eût coûté, et après des souffrances inimaginables, nous deviendrions un « réservoir de conscrits » pour les hommes *de fer et de*

sang et nous serions contraints de servir comme soldats allemands sous des chefs allemands.

Dire que nous ne voulons ni faire le service militaire ni payer, est pure folie ; nous devons servir et payer. Si nous ne servons pas notre pays, nous devons servir un pays étranger : si nous ne payons pas pour notre sécurité, nous aurons à payer pour notre défaite. Le prix de la sécurité est incomparablement moindre que celui de la défaite et du déshonneur.

Le choix que la fatalité nous impose n'est point de savoir si nous voulons ou non construire des navires et servir comme soldats anglais ; c'est le choix entre l'obligation de construire des navires anglais ou de payer pour les navires construits en Allemagne ; c'est la question de savoir si nous voulons servir notre propre pays ou servir comme conscrits sous un commandement étranger. Nous sommes fatalement forcés de payer pour des cuirassés et pour des soldats, qu'ils soient nôtres ou qu'ils soient allemands.

L'Australie, je suis heureux de le constater, vient d'adopter le service militaire obligatoire ; elle prépare un noyau de flotte. Si l'Australie en trouve les ressources, sûrement l'Angleterre les possède aussi. Nous sommes un Empire et si nous voulons faire bon usage des avantages qui nous sont départis, nous sommes un Empire puissant et riche ; car en évaluant nos forces navales et militaires nous devons compter sur la loyauté de nos colonies — l'Australie, l'Afrique du Sud et le

Canada, une fois exercés et organisés donneraient d'importantes ressources militaires — et les colonies sont courageuses et loyales et ignorent encore la pauvreté et la dégénérescence de nos centres industriels surpeuplés.

Il faut nous souvenir que nous payons déjà 34 millions de livres sterling pour une armée qui ne suffit en rien à nos besoins. Il ne faut pas oublier que nous avons dans les limites de notre Empire plusieurs sources de richesses qui sont vierges et inexploitées et beaucoup d'ouvriers qui ne produisent rien actuellement et qui, bien organisés, produiraient beaucoup de richesses.

Comment nous procurer l'argent nécessaire? Où donc avons nous trouvé 300 millions de livres pour la guerre Boër? Nous devrions obtenir cet argent de ceux qui le possèdent et il y a bien des gens qui en ont beaucoup; mais même s'il fallait se restreindre cruellement, renoncer à soi, subir une période de duretés et de misères, nous devrions quand même nous procurer l'argent indispensable.

Quel que soit le prix que peut nous coûter notre sécurité, ce sera peu de chose en comparaison d'un désastre.

Si la situation est aussi dangereuse que je le crois (et c'est pour moi d'une évidence irrésistible) notre peuple n'a le choix qu'entre le sacrifice et la ruine.

L'impôt en argent, nous pourrions le payer sans grandes privations; l'obligation du service militaire me paraît une bagatelle.

Lorsque j'étais jeune homme, j'ai servi sept ans dans l'armée et trois ans comme volontaire. C'est beaucoup plus long que le temps demandé aux jeunes Anglais pour mettre l'Empire en sécurité. Ces dix années de service j'en ai joui et je ne puis comprendre la peur et la répugnance qu'éprouvent la plupart des Anglais à l'égard du service militaire. Un exercice de cette nature leur ferait beaucoup plus de bien que de mal.

Non, le service militaire n'a rien qui puisse inquiéter un jeune homme. Quant à l'argent, nous devons nous le procurer et nous le pouvons comme nous l'avons pu en des circonstances antérieures.

Le principal danger est que la Nation ignore le danger. A la grande majorité des Anglais, ces avertissements paraîtront de l'exagération délirante. — Ils sont cependant la nette et franche expression de l'opinion de milliers d'hommes les plus sensés et les mieux informés dans l'armée, la marine et la Chambre des Communes.

La crainte du public pour le service militaire, sa répugnance à payer les frais de notre sécurité, l'ignorance du danger où il se complait, telles sont les sources des plus grands espoirs des pan-germanistes. — Si le peuple britannique persiste dans sa candeur actuelle jusqu'au jour où l'Allemagne sera tout à fait prête, la destinée pan-germanique sera, sans risque d'échec, édifiée par *le fer et par le sang*.

« Fer et sang » : voici ce qu'il nous faut affron-

ter. Nos pères et nos grands-pères le firent maintes fois, et joyeusement, avec courage et avec succès. Je crois que les hommes de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui valent ceux du passé et qu'ils seront à la hauteur de tous les efforts que l'Empire pourra leur demander. — Si seulement ils comprennent à temps.

Si seulement nous pouvons obtenir que le peuple anglais comprenne à temps !

IX

SERVICE MILITAIRE OU ESCLAVAGE.
L'ALTERNATIVE

Lycurgue disait aux Grecs que « les plus fortes murailles d'une cité sont faites d'hommes courageux entraînés au métier des armes ».

Toutes les nations du Continent ont mis cette idée en pratique. Mais l'Angleterre, par suite de sa situation insulaire, a négligé de le faire. Aujourd'hui, la Grande-Bretagne, dans le sens militaire, n'est plus une île. Elle peut être envahie par terre : — par l'invasion en France.

Mais le peuple britannique, qui n'étudie jamais la politique étrangère et qui est indifférent aux faits historiques et géographiques lointains, garde sa foi traditionnelle dans l'efficacité de sa marine dont sa sécurité lui paraît dépendre. Il conserve également ses préjugés invétérés contre le service militaire obligatoire.

J'ai été dans l'armée il y a quarante ans et j'ai

pu constater les avantages moraux, intellectuels et physiques de l'éducation militaire; mais je ne l'ai jamais dit — pour des raisons politiques. Cependant, depuis quelques années, ces raisons m'ont paru avoir moins de poids ou de réalité tandis que se renforçait ma conviction que le service militaire pour tous serait le salut de la race britannique. Car l'éducation militaire, comprise d'une façon raisonnable, n'est pas une mauvaise mais une bonne chose pour tous les jeunes gens, — et je suis certain, et la plupart des soldats seront de mon avis — qu'aucune gymnastique, aucun sport ne peuvent la remplacer. L'éducation militaire infuse, en effet, un esprit collectif et une discipline instructive qui ne peuvent être acquis d'aucune autre manière.

J'ai assisté récemment aux manœuvres allemandes et aux manœuvres anglaises et j'ai voyagé beaucoup en Angleterre et en Allemagne.

Je décrivais il y a quelque temps dans ces colonnes l'arrivée de nos troupes dans l'Oxfordshire et la marche de la dixième brigade d'infanterie à travers Swindon. Depuis, j'ai eu l'occasion de visiter quelques-uns des districts de la classe ouvrière à Londres et j'ai vu quelque peu les pauvres de Londres. Le contraste entre les jeunes gens de Bermondsey ou de Borough¹ et les jeunes soldats qui entraient à Swindon me fit une profonde impression. — Les soldats étaient bien

1. Faubourgs de Londres.

portants, agiles et gais; bien nourris, bien lavés, bien disciplinés et mis au point comme des violons bien accordés. Les jeunes gens des rues de Londres n'étaient rien de tout cela et cependant c'était la même classe sociale : les mêmes matériaux.

J'ai vu entrer au régiment des marchands ambulants, des ouvriers d'usines, des vagabonds élevés à la ville, ignorants, les épaules rondes, blêmes, sales et moralement abandonnés; au bout de six mois, ils devenaient des soldats propres, élégants, de bonne conduite, parlant bien et solidement bâtis. J'ai vu s'effectuer la transformation, j'ai passé par là moi-même. Je suis convaincu que l'armée m'a sauvé la vie. Je suis sûr que ce stage militaire m'a fait plus de bien que tout autre événement de mon existence.

Les classes ouvrières allemandes sont plus sobres, plus ordonnées, plus intelligentes que les mêmes classes en Angleterre. Cela tient beaucoup à ce que dès leur jeunesse, elles ont été entraînées, instruites et disciplinées.

L'éducation militaire force à la propreté, à l'ordre et à la bonne conduite. Elle donne au jeune homme, au bon moment et de la bonne manière, nourriture saine, vêtements chauds, de l'exercice bienfaisant en plein air. Elle lui impose une règle de culture physique. Elle l'oblige à être matinal, lui donne des habitudes de discipline et des heures de sommeil régulier. Elle améliore la santé, le physique et donne l'habitude de la confiance en soi et de la

promptitude. Mais elle fait encore bien plus, elle habitue les hommes à la camaraderie. Elle infuse ce que j'appelle « l'esprit collectif ». La différence entre une armée et une foule est énorme, mais le facteur principal le plus important est cet esprit collectif. Un régiment est beaucoup plus qu'une foule vêtue du même uniforme : c'est un régiment. Il a ce que n'a jamais une foule : un esprit collectif, une âme collective.

La 10^e brigade d'infanterie est une chose qui diffère totalement d'une foule de 3.000 jeunes gens en khaki : c'est un organisme, toutes ses unités font partie d'un tout ; toutes ses unités se meuvent, sentent et agissent à l'unisson. Ce n'est pas ce que tant de civils appellent souvent une machine. Une machine n'a pas d'âme : mais une brigade de soldats a une âme. Lorsqu'elle marche, ses 6.000 jambes se meuvent comme une seule. Lorsqu'elle charge, ses baïonnettes sont en ligne. Lorsqu'elle chante, sa grande voix est saisissante. Elle est vivante. Elle est un organisme ; elle est la 10^e brigade d'infanterie.

Que la police attaque une grande foule de civils non exercés, et instinctivement la foule s'éparpille : les hommes ne se connaissent pas, n'ont point confiance l'un dans l'autre, n'ont jamais appris à se soutenir l'un l'autre. Mais lorsque les Arabes rompirent le carré de la Zarebba de Mac Neil, les soldats firent tout le contraire de ce qu'auraient fait des civils : ils ne s'éparpillèrent point. Ils serrèrent les rangs : ils ne s'enfuirent

pas : ils demeurèrent : instinctivement ils se groupèrent dos à dos, faces et baïonnettes tournées aux assaillants.

Au camp ou en marche, en action ou en exercice, à la caserne ou au jeu, les soldats apprennent la camaraderie et acquièrent l'esprit de collectivisme.

Voilà la grande valeur morale de la vie militaire : c'est ce qui donne l'unité et la cohésion au peuple allemand.

La nation allemande est une armée. La nation anglaise n'est qu'une cohue d'atomes antagonistes et impuissants.

Le service militaire obligatoire absorberait une grande proportion des individus sans travail. Il en assurerait à des milliers de gens qui actuellement n'en ont point.

La construction de navires de guerre, de bassins et de ports donnerait du travail aux ouvriers ; et ceux-là paieraient qui doivent effectivement payer, puisqu'ils ont l'argent.

Le service militaire obligatoire donne aux hommes l'habitude d'avoir, avec la peau propre, des vêtements propres, des lits propres, de la bonne nourriture et un logis convenable. Une nation de soldats ne supporterait pas nos bas quartiers de ruelles sales. Je n'ai point vu de bas quartiers en Allemagne.

Je crois qu'il serait bon pour ce pays de voter d'abord une loi de service militaire obligatoire pour un nombre limité d'années, six par exemple.

Deux années d'exercice militaire suffiraient et tous les jeunes gens au-dessus de vingt ans y seraient contraints. Mais pour commencer et pour réunir rapidement une force importante, il serait désirable de prendre tous les jeunes gens de dix-huit à trente ans susceptibles d'être enrôlés sans trop désorganiser le commerce.

Des questions comme celle de coucher ou non à la caserne s'arrangeraient facilement.

La loi militaire devrait être complètement remaniée avec beaucoup de suppressions.

Point n'est besoin de traiter les soldats comme de méchants enfants.

Il serait désirable aussi d'imposer un code de restrictions, de sauvegardes morales dont il n'y a pas lieu de parler ici actuellement.

Cette armée devrait être placée sous la direction d'un homme et l'homme est LORD KITCHENER.

On devrait lui laisser le soin des plans d'organisation et de mobilisation. C'est pour cela que lord Kitchener est né et ce serait un crime de ne pas l'employer !

— Je pense et je crois que la plupart des militaires estimeront avec moi que dans notre jeunesse, souvent peu brillante d'apparence, nous trouverions les matériaux pour faire des soldats tels qu'aucune autre nation ne pourrait les égarer. Je crois que, bien maniée, cette jeunesse deviendrait par l'exercice l'une des plus belles armées que le monde ait vues.

L'armée allemande est très bonne. L'armée

française est très bonne ; mais elles sont, je crois, susceptibles l'une et l'autre d'amélioration.

Nous pourrions, je pense, créer en deux ans la plus belle armée du monde. Mais quoi que je sache ou croie savoir sur ces matières, ce n'est point fait pour la publication.

Voilà cependant ce que je puis dire : notre armée devrait passer l'été autant que possible en cantonnement, occupée à des exercices de campagne se rapprochant le plus possible de ceux de la guerre. Nos soldats devraient avoir une connaissance scientifique et complète du fusil et de son usage et être exercés à penser et à agir par eux-mêmes.

Le jour où le roi de Prusse fut déclaré empereur d'Allemagne, l'Angleterre devait adopter le service obligatoire.

Si nous avions formé une armée convenable à ce moment-là, je crois qu'on peut dire sans crainte que nous n'aurions jamais eu ni guerre Boër, ni guerre Afghanistan, ni guerre Russo-Turque, ni aucune perspective de guerre avec l'Allemagne.

Il est essentiel, pour le maintien de la paix du monde, que la Grande-Bretagne soit forte. Le service militaire obligatoire rendrait la Grande-Bretagne forte : cela servirait la paix.

D'ailleurs, l'alternative est *l'esclavage*.

X

UN MOT POUR LA PATRIE ET LE FOYER

Avant de terminer cette série d'articles, je veux essayer d'éviter ou d'écarter quelques fausses interprétations.

Premièrement le patriotisme : Si le patriote est un homme qui veut que son pays domine le monde entier, je ne suis point patriote ; mais si le patriote est un homme qui aime son pays comme sa mère, ou son ami, ou sa femme, qui voit ses qualités comme ses défauts, qui le désire heureux et fier et lui vient en aide autant qu'il le peut, alors je suis un patriote et l'ai toujours été.

Passons au « Jingoïsme ». Celui qui fait appel à ses compatriotes afin qu'ils s'arment pour leur propre défense n'est pas un « jingo ». Celui qui les avertit du danger de leur non-préparation à la guerre n'est pas un « jingo » ; celui qui cherche

à éveiller en eux la perception des agissements menaçants d'un pays étranger, n'est pas un « jingo ». Le « jingo » est celui qui, agressif de façon vantarde et offensante, parle avec jactance de la puissance de son pays et réclame la guerre à la moindre provocation. Je méprise et je déteste un « jingo » comme je méprise et déteste un matamore. Mais si nous condamnons un jingo britannique, pourquoi ne devrions-nous pas condamner le jingo allemand, français ou russe ? Et si nous nous indignons quand notre pays menace ou attaque une nation étrangère, pourquoi serions-nous blâmables en dénonçant un pays étranger quand il nous attaque ou nous menace nous-mêmes ?

Passons maintenant à la paix et à la guerre :

Ceux qui font objection aux dépenses faites pour les armements ont l'habitude de se nommer parti de la paix.

Mais la plupart de ceux qui croient, comme moi, que l'Empire doit se tenir prêt pour la guerre, aiment la paix autant que les plus féroces adeptes de la « Petite Marine ». Nous croyons seulement qu'une nation faible avec de grandes possessions serait plus facilement entraînée dans une guerre qu'une nation forte. Voilà pourquoi nous tenons pour certain que la *préparation à la guerre est la plus sûre garantie de la paix.*

Il y a pour conserver la paix de meilleures méthodes que celle que j'ai préconisée. Le désarmement universel serait pour tous bien préférable à

l'armement universel. Si tous les préparatifs guerriers, toutes les flottes et toutes les armées du monde pouvaient être abolis, nous serions, par ce changement, plus heureux, plus riches et plus en sécurité. Mais la Grande-Bretagne ne peut point désarmer tant que les autres nations sont en armes. L'Europe ne peut pas désarmer tant que l'Amérique et l'Asie sont en armes. Supprimez tous les soldats sur ce globe et il y aura la paix universelle. Mais est-il probable que la Russie supprime ses troupes ou l'Allemagne, ou la France, ou l'Angleterre? L'homme qui en ferait la proposition serait considéré comme un aimable mauvais plaisant.

Le désarmement universel écarté, il y aurait une solution meilleure que celle actuellement suivie par les grandes Puissances : il vaudrait mieux avoir les États-Unis de l'Europe au lieu des « États-Désunis » de l'Europe. Mais nous n'aurons pas les États-Unis de l'Europe tant que l'une des grandes puissances est décidée à édifier sa destinée par des méthodes *de fer et de sang*.

Ces deux solutions étant jusqu'ici impossibles, la meilleure voie à suivre est encore le maintien de l'équilibre entre les puissances.

Cette solution exige que la Grande-Bretagne soit préparée à la guerre. Tant qu'elle n'a pas une armée suffisante, elle n'est pas préparée à la guerre.

Parlons maintenant de l'usage du mot « armée ».

Plusieurs de ceux qui plaident pour la création d'un corps de volontaires ou d'une milice pour la défense intérieure, commettent l'erreur de suppo-

ser qu'un grand nombre de soldats fait une armée. Une force de ce genre pourrait être levée et exercée en moins d'un an. Cependant, ce ne serait pas une armée dans le vrai sens du mot. Il est possible de faire un soldat en un an et moins ; mais non de faire une armée. Une armée doit être exercée comme armée et non pas comme un nombre d'escadrons et de bataillons épars.

Les régiments doivent être habitués à travailler en divisions. Les divisions doivent être exercées, réunies en armée ; c'est l'exercice des officiers et des généraux, et la pratique d'une action cohérente par grandes masses de troupes en pays divers qui demande du temps.

Il y a encore l'organisation, le transport, le service hospitalier, les communications. Il y a la partie scientifique du travail du soldat moderne, les signaux, la télégraphie, les ballons, les fortifications souterraines, les retranchements, les éclaireurs, les cartes géographiques, le cyclisme, l'automobilisme et les ambulances. Tout cela demande de l'intelligence, de l'application et du temps. Et une armée doit posséder tout cela.

C'est pourquoi il est absolument nécessaire que deux ans au moins soient consacrés à un exercice sérieux et appliqué. C'est pourquoi la seule méthode possible pour posséder une armée dans les conditions présentes est le service militaire obligatoire.

L'exercice doit être continu, et les hommes nombreux.

Un mot maintenant sur la position stratégique des marines allemande et anglaise.

Il est généralement admis, non seulement dans les cercles maritimes anglais et allemands, mais aussi dans les cercles militaires et navals d'Amérique et d'Europe que dans toute contestation entre l'Allemagne et toute autre nation, les hostilités précéderont la déclaration de guerre. Les Allemands n'ont point l'intention de faire précéder leur attaque d'un avertissement ; ils ont l'intention de frapper soudainement. Avant toute déclaration de guerre, ils ont l'intention de faire sur une plus large échelle ce que les Japonais firent à Chemulpo et à Port-Arthur.

Examinons ce que cela signifie. Cela signifie que jusqu'à ce qu'il plaise à l'Allemagne d'attaquer, nous devons rester continuellement sur la défensive. Qu'il nous faut veiller jour et nuit sans nous endormir un instant. Qu'il nous faut garder continuellement dans la mer du Nord une flotte suffisamment puissante pour se mesurer à toute heure avec les forces navales concentrées de l'Allemagne. Cette flotte ne doit pas un instant se relâcher de sa vigilance ; ne doit pas étendre trop loin ses lignes. Elle doit toujours être prête à entrer en action car nous ne saurons jamais le jour ni l'heure auxquels les Allemands vont tenter leur coup.

Est-il nécessaire d'insister sur l'énorme avantage stratégique qui en résulte pour l'Allemagne ?

Sûrement cet avantage est évident, même pour

MM Winston Churchill et Mac Kenna. Une grande flotte doit se tenir dans la mer du Nord en état constant d'attente et de veille, sous la menace permanente d'une attaque soudaine et en force dans la nuit et dans le brouillard. Elle ne doit pas quitter la mer du Nord. Elle ne doit pas diviser ses forces. Elle ne doit jamais cesser de veiller, ni arrêter un instant ses préparatifs d'action immédiate. Elle ne doit se tenir ni dans les ports, ni dans les fleuves où elle serait défaite et attaquée en force. Elle doit rester en pleine mer où, selon les meilleures autorités, aucune flotte n'est à l'abri des attaques de sous-marins, de torpilleurs ou de mines flottantes. Finalement, elle ne doit pas aller chercher l'ennemi, ni jamais s'approcher des côtes ennemies ; parce que cet ennemi est une puissance amie et que la guerre n'est pas déclarée.

Telle sera la situation stratégique future et j'espère que même les complaisants nigauds qui éditent des journaux libéraux comprendront qu'une situation stratégique semblable exige une marine d'une force écrasante avec des officiers et des marins d'une vigilance et d'un courage plus qu'humains.

Bien que souvent je me sois intitulé « Petit Anglais », je me suis rendu compte de certaines considérations que le plus agressif Petit Anglais semble généralement ignorer.

En admettant que nous ayions acquis la plus grande partie de notre Empire par le vol et par les armes — aux dépens souvent de voleurs moins

habiles qui n'avaient d'ailleurs pas conquis leur butin de plus honnête manière — en admettant encore que nous n'avions pas le droit d'arracher leurs colonies aux Français, aux Hollandais, aux Espagnols, aux Mahométans ou aux Zoulous, qui les avaient volées avant nous, — il nous reste cependant quelques questions complexes à débrouiller avant de rendre à quelqu'autre peuple nos propriétés volées.

Nous ne pouvons pas rendre l'Australie aux Aborigènes, car nous les avons civilisés — en les supprimant. — Si nous rendions la Nouvelle Zélande aux Maoris, ce ne serait qu'un simple transfert au Japon, à l'Amérique ou à quelque puissance européenne.

Si nous n'avons pas droit à nos colonies, aucune puissance n'y a droit non plus.

Vient une autre question. Une autre puissance saurait-elle, mieux que nous, gouverner nos colonies? Les laisserait-elle se gouverner elles-mêmes aussi complètement que nous le faisons? D'ailleurs, je ne doute pas qu'aux Indes, ainsi que dans nos autres États-sujets, notre administration ne soit remplie d'imperfections; mais, dans bien des cas, notre retraite serait-elle un avantage ou un désavantage pour la race sujette? Il ne s'agit pas seulement des fautes de l'administration britannique, il s'agit de comparer les qualités de l'administration anglaise avec celles des administrations étrangères.

Si nous quittions l'Inde, les indigènes pourraient-ils la conserver? Si la Russie, la France ou

l'Allemagne faisait la conquête de l'Inde, les Indiens seraient-ils plus heureux ou plus malheureux qu'ils ne le sont maintenant?

Il m'a toujours semblé que nous ne pouvions pas abandonner nos colonies ou protectorats et que nous pourrions être tenus de les défendre contre d'autres nations, jusqu'à ce que nous puissions être moralement sûrs que notre retraite ne les exposerait pas à des maux pires que ceux qui résultent de notre domination.

Je serais, pour ma part, très enclin à donner l'Inde aux Indiens, le Canada aux Canadiens, et l'Égypte aux Égyptiens — lorsque ces peuples le désireront et qu'ils seront capables de se gouverner et de se défendre — mais racheter un préjudice en exposant notre victime à un préjudice plus grand, me paraît constituer une aggravation de nos torts.

Soyons justes même pour notre propre pays. Les Belges dans l'état du Congo, les Allemands en Pologne, les Espagnols à Cuba, les Russes dans toutes leurs dépendances ne semblent pas avoir amélioré les méthodes britanniques, quelque imparfaites qu'elles soient. Les Japonais en Corée, les Français et les Espagnols au Maroc ne semblent pas avoir éveillé l'amour et la confiance au cœur des indigènes. Rendre l'Inde? A qui? Et comment? Et pourquoi?

Nous pourrions avoir plus de confiance en notre peuple. L'élever mieux et l'exploiter moins; peut-être alors nos concitoyens seraient-ils plus tentés

d'avoir confiance en leur Gouvernement. Peut-être alors nos classes dirigeantes ne craindraient-elles pas, par peur de la colère publique, de remplir leur devoir.

Aujourd'hui, les classes dirigeantes n'osent pas confier au peuple des pouvoirs démocratiques, n'ont pas assez confiance en lui pour lui donner des armes. Le peuple, de son côté, ne se fie pas assez à ses gouvernants pour leur confier la forme d'armée essentielle à la sécurité de l'Empire.

« Les masses sont ignorantes, paresseuses. Elles sont ivrognes, imprévoyantes, promptes aux révoltes », disent les gouvernants, dans leurs actes sinon dans leurs paroles.

A qui la faute, gentlemen? Qui a assumé le droit de gouverner, d'éduquer et d'employer le peuple?

Personne ne sait mieux que les classes dirigeantes ce qui arriverait si le désastre s'abattait sur la nation. Point n'était nécessaire d'avoir cette ignorance, cette désaffection, cette haine de classe, cette dangereuse pauvreté, si la classe dirigeante eût gouverné sagement.

Le désastre non plus n'était point nécessaire si la classe dirigeante avait fait son devoir. Le désastre n'est pas fatal encore maintenant si les gouvernants veulent être assez braves pour dire au peuple la vérité et avoir confiance en lui.

L'Empire est en danger. Les choses ne vont pas bien chez nous à l'intérieur et l'horizon est sombre pour nous à l'extérieur.

Ce dont le peuple britannique a le plus grand

besoin à cette heure de mauvais augure c'est UN HOMME.

Partout où s'étend notre regard, nous ne voyons que des politiciens de partis. Écoutons autant que nous le pouvons, nous n'entendons que de la politique de partis. La nation est divisée en factions sans but. Elle va être affolée pendant des semaines par des proclamations électorales dénuées de sens¹.

La nation germanique est homogène, organisée. La politique impériale est continue. Les gouvernants travaillent avec ardeur, sans arrêt, silencieusement. Leur principe est la théorie *de fer et de sang*.

Je ne veux pas la guerre, je veux la paix. Je ne suis pas un ennemi des Allemands, mais leur ami. L'Allemagne me plaît; mais j'aime l'Angleterre comme un homme aime sa mère, ou sa femme, ou son camarade, ou son foyer.

Et l'empire est en danger: et nous ne sommes pas prêts; et il nous faut UN HOMME.

1. Allusion aux élections générales qui étaient prochaines.

XI

UNE RÉPONSE A QUELQUES CRITIQUES

Les critiques, pour la plupart injurieuses, dont j'ai été favorisé ne valent pas une longue réponse.

Elle peuvent être considérées sous trois aspects :

1° Ma tentative d'éveiller la nation au sens du danger n'est qu'un truc électoral machiné par le parti unioniste.

2° Cette pensée d'invasion n'est qu'un épouvantail provenant d'idées fausses.

3° Je suis un ignare invétéré qui n'entend rien au sujet dont il parle.

Examinons d'abord la conspiration.

Deux des conspirateurs, le *Daily Mail* et le parti unioniste, sont innocents. L'offre est venue de moi, et je l'ai faite spontanément. En toute vérité, lorsque je fis cette offre, je ne pensais pas plus aux élections ou au parti unioniste qu'aux Hittites ou au déluge. J'ai essayé depuis des années

d'éveiller dans le pays la conscience de ce danger, et il m'est apparu soudainement, que si je pouvais obtenir du *Daily Mail* qu'il m'ouvrit ses colonnes, j'aurais au moins la chance d'être entendu. J'ai choisi le *Daily Mail* pour sa vaste clientèle et parce que j'ai écrit pour lui. J'aurais préféré un moment où le public n'eut pas été surexcité par des élections prochaines et où mon intervention n'aurait point paru tellement fâcheuse à mes propres amis.

Mais je décidai d'agir pendant que je le pouvais, de crainte de ne pas retrouver l'occasion.

Mon idée n'était, en aucune manière, une idée de parti. Je crois que j'ai été assez naïf pour espérer que si la situation était exposée avec calme et clarté, elle serait envisagée par tous au point de vue national et non au point de vue de l'esprit de parti ; mais à la veille d'une élection, c'était trop d'espérer un intervalle lucide de cette nature.

Le politicien anglais ne peut guère penser au patriotisme tandis qu'il fait effort pour arriver au pouvoir.

Je ne suis point un homme de parti. Je n'ai été « acheté » par aucun parti. Je ne suis pas à vendre. Je suis en train de risquer de sérieuses pertes d'argent et de m'attirer beaucoup de haine et d'injures, dans l'unique pensée d'un effort désintéressé pour servir mes concitoyens.

Des barbouilleurs salariés et d'honorables qué-

mandeurs de places ne sont ni assez intelligents ni assez honnêtes pour le croire; mais cela est vrai.

La presse germanique est tout simplement convulsée de gaieté. D'un bout à l'autre du Vaterland, les journalistes rient. Rien d'aussi ridiculement drôle que mes articles n'est depuis des années tombé entre leurs mains. *Ils en ont joui!* Et je suis heureux qu'ils y aient trouvé tant d'amusement car je craignais que quelques-uns d'entre eux n'en prissent ombrage et qu'ils ne le fissent voir.

Mais en même temps que je suis le chéri des Tories et même un chéri comique, je suis aussi, paraît-il, d'une ignorance crasse. Je parle d'une façon extravagante et drôle parce que je ne sais absolument rien du sujet que je traite dans mes si délicieusement amusants et dégoûtants articles.

Très bien. Examinons cette affirmation. Si le cabinet libéral et les chefs du parti du travail sont des hommes intelligents et bien informés auxquels on peut confier l'honneur et la sécurité d'un grand empire, alors réellement, je suis aussi ignorant et stupide que le prétendent certains éditeurs de si haute capacité.

Mais si je suis ignorant et stupide, je ne suis pas seul en mon ignorance et ma stupidité. Si ma croyance dans la réalité de la menace germanique est un signe de stupidité et d'ignorance, alors M. Asquith, M. Balfour, Sir Ed. Grey, lord Cromer et lord Curzon sont également ignorants

et stupides. Si mes opinions quant au défaut de préparation navale et militaire de cet Empire sont une preuve de stupidité et d'ignorance, combien lamentablement ignorants et stupides sont lord Roberts et lord Wolseley et lord Charles Beresford!

O dieux! la profondeur, et la sagacité et l'intelligence et la science des journalistes à la grande âme, qui remplissent les premières colonnes des journaux libéraux et travaillistes de leurs impertinences débraillées et niaises!

Admettons que je sois un sot qui ignore tout des choses navales et militaires. Quel lien cela a-t-il avec la vérité et la valeur de mes articles? — Les faits ne viennent pas de moi. — Les idées ne sont pas de moi. — La cause n'est pas la mienne. J'ai seulement répété et redit une situation qui a été exposée et réexposée pendant ces cinq dernières années, dans toutes les feuilles militaires et navales du Royaume-Uni. J'ai dit dans le *Daily Mail* ce qui avait été dit avant moi par des officiers et des experts navals et militaires dans ce pays, en Allemagne, en Amérique et en France. La thèse, comme je l'ai soumise, est celle qu'ont exposée des centaines d'hommes éminents et de science spécialisée.

Pendant que ces articles paraissaient dans le *Daily Mail* j'ai reçu des lettres hautement approbatives de lord Roberts et de lord Ch. Beresford et de nombreux officiers de l'armée et de la marine.

Tous ces hommes sont-ils ignorants et stu-

pides? Et la sagesse politique ainsi que la sagesse militaire sont-elles, dans nos îles, l'apanage des hommes de lois qui attaquent notre armée et notre marine, ou des sottises nullités qui éditent nos journaux non conformistes?

M. Haldane¹ compte en Allemagne beaucoup d'amis personnels : par conséquent, l'idée d'une menace germanique est absurde; et le canal de Kiel n'est élargi que pour les seuls vapeurs d'excursion; et la marine germanique n'a pour mission que de mettre les barraques de bains allemandes à l'abri des attaques des pirates chinois; et nous devons voter pour le « parti du progrès » et le gâchis dans l'armée et la marine est sans aucune importance.

M. Mac-Kenna² compte sur ses doigts nos Dreadnoughts et pense, avec M. Winston Churchill, que nous pouvons fermer les yeux et dormir confortablement dans nos lits avec l'espoir sûr et certain d'avoir « deux quilles pour une ». Le très honorable gentleman ne se laisse nullement troubler par des impedimenta nécessaires mais coûteux, tels que docks, marine, destroyers, petits croiseurs, approvisionnements, munitions et réserves.

Et il y a l'inévitable M. John Burnes, le « platiné » M. John Burnes.

Le gouvernement libéral, M. Burnes en informe les puissances, a fait la marine britannique « suprême ».

1. Ministre de la Guerre.

2. Ministre de la Marine.

Il y avait en France, en 1870, un fou qui assurait l'Empereur que l'armée française était prête jusqu'à un bouton de guêtre. Eh bien, — elle ne l'était pas.

Ces fameux experts militaires ou navals et profonds stratégestes, MM. Lloyd Georges, Winston Churchill, Burnes, Mac-Kenna et Haldane ont fait la marine britannique « suprême ». Cependant la Ligue maritime impériale qui compte parmi ses membres 27 amiraux, 13 généraux et un grand nombre d'écrivains, d'experts navals, de pairs et de membres du parlement, parle de notre « suprême » marine comme il suit :

« La mise au point de son entraînement naval, ses bassins de radoub, son personnel, ses croiseurs éclaireurs, ses destroyers de haute mer, ses magasins de réserve comprenant le charbon et les munitions, les aménagements des bassins sur la côte Est, tout cela a été sacrifié au plus insensé désir d'économie! »

Les experts navals allemands déclarent que leurs navires de guerre, leurs canons, leurs cuirasses sont meilleurs que les nôtres. Ils proclament que leurs officiers sont plus savants, que leurs flottes sont plus complètement entraînées que les nôtres.

Mais tous ces officiers anglais et allemands sont stupides en ce qui concerne les choses navales, de même que nos hommes d'Etat les plus en vue sont ignorants et stupides en ce qui concerne la politique internationale.

Et si nous voulons trouver la sagesse politique, navale et militaire en même temps que la plus haute connaissance technique, il faut nous adresser à M. Lloyd Georges, M. Mac-Kenna, à M. John Burnes.

Non. — Le choix du peuple britannique n'est plus entre l'ignorant et stupide auteur de ces articles d'un côté et les hommes de loi sages et bien informés de l'autre. Ce choix est d'une part, entre les avertissements graves et bien pesés de nos meilleurs hommes d'État, généraux, amiraux les plus capables, experts les plus autorisés soutenus par l'opinion militaire et navale d'Amérique et du Continent, et d'autre part, les assurances « au cœur léger » des ministres de Cabinet qui furent *étonnés*, il y a quelques mois, par la « découverte » que l'Allemagne avait pris une avance sur nous !

O merveilleuse Allemagne qui peut à ce point étonner un Mac-Kenna ! Éveillons-nous et substituons des actes aux paroles ou bien cette même Allemagne nous étonnera plus complètement encore qu'elle n'a étonné la suprême tête de notre « suprême » marine.

Je répète donc l'avertissement donné plus d'une fois par des hommes d'État anglais et étrangers, des militaires et des marins : l'Empire est en danger ; il n'est point prêt à affronter ce danger ; il ne sera jamais prêt à faire face à ce danger, tant que le contrôle de ses affaires navales et militaires sera laissé aux mains des membres, bien inten-

tionnés mais incompetents, de l'actuel gouvernement libéral.

En terminant, je demande à exprimer mes remerciements reconnaissants aux milliers de lecteurs du *Daily Mail* de toutes classes qui m'ont envoyé des lettres d'encouragement et de conseils.

Mon but, en écrivant ces articles, était d'éveiller le public à la perception du danger.

Les lettres que j'ai reçues démontrent que beaucoup de mes concitoyennes et de mes concitoyens s'aperçoivent de ce danger et qu'ils sont impatients de s'en prémunir.

Que peut-on faire ?

Devant l'ignorance, l'apathie et l'infatuation de la majorité de notre peuple, quelque chose peut-il être fait ?

Il nous manque UN HOMME.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Lettre de l'auteur au traducteur	v
Préface du <i>Daily Mail</i> à ses lecteurs, en tête des premiers articles de Robert Blatchford	vii
I. LA MENACE	1
II. PREUVES DE L'HOSTILITÉ ALLEMANDE	9
III. L'ÉVIDENCE DES FAITS	18
IV. CONCILIATION OU COMPROMIS	23
V. IL NOUS FAUT UN HOMME	33
VI. ARMAGEDDON. — LE PLUS GRAND DANGER	40
VII. LA TACHE	47
VIII. LES FRAIS	53
IX. SERVICE MILITAIRE OU ESCLAVAGE. — L'ALTERNATIVE	63
X. UN MOT POUR LA PATRIE ET LE FOYER	70
XI. UNE RÉPONSE A QUELQUES CRITIQUES	80

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN ET C^{ie}

- AULNOYE (PIERRE D'). — **Le Lieutenant de Trémazan.** Un officier de l'Est. 1 volume in-16..... 3 50
- COUDERC DE FONLONGUE (CAPITAINE GEORGES). — **La Pierre de Touche.** Essai sur l'autorité dans l'armée. 1 volume in-16. 3 »
- **L'Officier et ses ennemis.** 1 volume in-16..... 2 »
- ROLAND (LIEUTENANT M.). — **L'Éducation patriotique du soldat.** Préface de George Duruy. 1 volume in-16..... 3 50
- GOYAU (GEORGES). — **L'École d'aujourd'hui.** 1^{re} série. 3^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- **L'École d'aujourd'hui.** 2^e série. — Le péril primaire. — L'École et la Patrie. — L'École et Dieu. 2^e édition. 1 volume in-16. 3 50
- **L'Idée de Patrie et l'Humanitarisme.** Essai d'histoire française, 1866-1901. 4^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- GONNEVILLE (COLONEL DE). — **Souvenirs militaires du Colonel de Gonneville,** publiés par la Comtesse DE MIRABEAU, sa fille, et précédés d'une étude par le Général Baron AMBERT. Nouvelle édition. 1 volume in-16..... 3 50
- HOUSSAYE (HENRY), de l'Académie française. — **1814.** 57^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- **1815. La Première Restauration.** — **Le Retour de l'île d'Elbe.** — **Les Cent-Jours.** 53^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- **Waterloo.** 59^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- **La Seconde Abdication.** — **La Terreur Blanche.** 41^e édition. 1 volume in-16..... 3 50
- MEZIÈRES (ALFRED), de l'Académie française. — **Récits de l'invasion. Alsace et Lorraine.** 8^e édition, augmentée. 1 vol. in-12. 3 50
- ROUSSET (CAMILLE), de l'Académie française. — **Les Volontaires (1791-1794).** 5^e édition. 1 volume in-12..... 3 50
- **La Grande Armée de 1813.** Nouvelle édition. 1 vol. in-12 3 50
- JOLICLERC. — **Joliclerc volontaire aux armées de la Révolution.** Ses lettres (1793-1796) recueillies et publiées par Etienne Joliclerc, avec une introduction et des notes par FRANTZ FUNK-BRENTANO. 1 volume in-16 avec gravures..... 3 50
- MIGNET, de l'Académie française. — **Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814.** 18^e édition. 2 vol. in-12 7 »
- **Vie de Franklin,** 13^e édition. 1 volume in-12..... 1 25
- DARCY (JEAN). — **L'Équilibre africain au XX^e siècle. La Conquête de l'Afrique.** Allemagne — Angleterre — Congo — Portugal. 1 volume in-16..... 3 50
- **France et Angleterre. Cent années de Rivalité coloniale. L'Afrique.** 1 volume in-8^e. 7 50
- **France et Angleterre. Cent Années de Rivalité coloniale. — L'affaire de Madagascar.** 1 vol. in-8^e..... 4 »